

LUTTE CONTRE LE TABAGISME AU CAMEROUN



POUR UNE AUGMENTATION DES TAXES SUR LES CIGARETTES

Avec le Soutien du CRDI : Centre de Recherche pour le Développement International
Ottawa, Canada

Mars 2012

LUTTE CONTRE LE TABAGISME AU CAMEROUN



POUR UNE AUGMENTATION DES TAXES SUR LES CIGARETTES

Mars 2012

Préparé par :

NDEKOUONG KANO Frank

Institut National de la Statistique,
Yaoundé – Cameroun

NGWA EDIELLE Jackson

Ministère de l'Économie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire,
Yaoundé – Cameroun

NKETCHA NANA Pierre Valère

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Yaoundé II
Cameroun

Avec le Soutien du CRDI :

Centre de Recherche pour le Développement International,
Ottawa, Canada

TABLE DES MATIÈRES

1^{ère} Partie : Élasticité-prix de la demande de cigarettes et niveau optimal de taxes sur les cigarettes au Cameroun

1.1.	Introduction	2
1.2.	Profil de la consommation des cigarettes au Cameroun.....	4
1.2.1.	Caractéristiques socioéconomiques des fumeurs.....	4
1.2.2.	Consommation journalière moyenne de cigarettes.....	5
1.2.3.	Dépendance à la cigarette.....	7
1.2.4.	Prix et budget des cigarettes consommées.....	9
1.3.	Estimation de l'élasticité-prix de la demande des cigarettes.....	13
1.3.1.	Méthodologie.....	13
1.3.2.	Résultats empiriques	16
1.4.	Simulations des effets des hausses hypothétiques des taxes	19
1.5.	Conclusion et recommandations de politiques économiques	21

2^{ème} Partie : Profil de l'industrie du tabac et de la fiscalité des produits du tabac au Cameroun

2.1.	Introduction	24
2.2.	Contexte général	25
2.1.1.	Population et pauvreté	25
2.1.2.	Lutte contre la pauvreté.....	26
2.1.3.	Santé et financement des dépenses de santé	26
2.1.4.	Lutte contre le tabagisme	26
2.3.	L'industrie du tabac.....	28
2.3.1.	Acteurs de l'industrie du tabac.....	28
2.3.2.	Importance économique de l'industrie du tabac	29
2.3.3.	Soutien de l'État à l'industrie du tabac.....	31
2.4.	La fiscalité des produits du tabac.....	33
2.4.1.	Instruments fiscaux sur les produits et les entreprises du tabac	33
2.4.2.	Fiscalité et lutte contre le tabagisme.....	33
2.4.3.	Hausse de la fiscalité sur le tabac et contrebande	34
2.5.	Conclusion	35
	Références bibliographiques	37
	Annexes.....	I

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition des fumeurs selon quelques caractéristiques socio-économiques.....	4
Figure 2 : Distribution de la consommation journalière courante de cigarettes	5
Figure 3 : Consommations journalières courantes de cigarettes et revenus	6
Figure 4 : Répartition des fumeurs suivant l'âge de début de consommation de cigarette.....	7
Figure 5 : Répartition des fumeurs suivant la dépendance au tabac, rupture par sexe	8
Figure 6 : Pourquoi les fumeurs essaient d'arrêter de fumer	9
Figure 7 : Variations relatives de la demande et des recettes en fonction de la taxe	19
Figure 8 : Évolution du taux de pauvreté et des inégalités au Cameroun	25
Figure 9 : Production de tabac et part de la valeur ajoutée de l'industrie du tabac dans le PIB du Cameroun entre 1993 et 2010.....	28
Figure 10 : Evolution des importations et des exportations de tabac en milliards de FCFA....	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Test de quelques facteurs de la dépendance à la cigarette.....	8
Tableau 2 : Prix d'achat et fréquence de consommation des différentes marques de cigarettes	10
Tableau 3 : Prix du paquet et part budgétaire des cigarettes selon le revenu du fumeur.....	10
Tableau 4 : Seuil maximal de dépenses en cigarettes, revenu et degré de dépendance	11
Tableau 5 : Hausses des prix de la cigarette et sensibilité des fumeurs	12
Tableau 6 : Description et mesure des variables du modèle empirique.....	14
Tableau 7 : Résultats de l'estimation par les MCO.....	17
Tableau 8 : Effets simulés des hausses hypothétiques des prix des cigarettes.....	20
Tableau 9 : Consommation de tabac au Cameroun	29
Tableau 10 : Répartition de l'échantillon suivant les zones géographiques.....	II

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie de l'enquête	I
Annexe 2 : Questionnaire.....	III
Annexe 3 : Facteurs de dépendance au tabac et mesure du Score de Fagerström	VIII
Annexe 4 : Ventilation des marques de cigarettes par types de gamme.....	IX
Annexe 5 : Statistiques descriptives, rupture par type de gamme	X
Annexe 6 : Estimation de l'élasticité-prix suivant le type de gamme	XI

Résumé Exécutif

En 2006, le Cameroun a ratifié la Convention-cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la lutte contre le tabagisme¹. Cette Convention prévoit en son article 6, que les États membres peuvent recourir à des mesures fiscales afin de réduire la consommation des cigarettes. Si une telle mesure contribuerait nécessairement aux objectifs de préservation de la santé des populations, ses conséquences sur les recettes fiscales ne sont pas évidentes. En effet, au-delà d'un certain niveau, l'augmentation des taxes pourrait entraîner une perte des revenus fiscaux provenant de la filière tabac. L'arbitrage n'est pas simple, surtout lorsque les sources de recettes publiques sont limitées.

L'objectif de ce rapport est double. Il s'agit tout d'abord de montrer que le niveau actuel de taxes sur les cigarettes peut-être considérablement accru sans encourir de conséquences négatives sur les recettes fiscales correspondantes. Ensuite, nous tentons de mettre en lumière quelques-uns des éléments pertinents qui pourraient stimuler ou freiner la mise en œuvre d'une telle intervention.

Le rapport est organisé en deux parties. Dans la première partie, nous estimons l'élasticité-prix de la demande des cigarettes, c'est-à-dire, la proportion dans laquelle la demande diminuerait suite à une augmentation de 1% du prix; et sous l'hypothèse que la hausse des taxes sur les cigarettes sera entièrement répercutée sur les fumeurs à travers une hausse des prix, nous utilisons notre estimation de l'élasticité-prix pour simuler les effets que des hausses hypothétiques des taxes auraient sur la consommation et sur les recettes fiscales. Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit :

- Une politique fiscale qui ferait croître le prix moyen des cigarettes de 38,3% permettrait de maximiser les recettes fiscales sur la consommation des cigarettes tout en réduisant la prévalence du tabagisme. Les recettes fiscales augmenteraient alors de 8,26%, et la consommation des cigarettes, quant à elle, baisserait de 21,72%.
- Avec une augmentation des prix de l'ordre de 76,3%, la consommation des cigarettes serait davantage réduite, soit de 43,28%, et les recettes fiscales resteraient inchangées par rapport à leur niveau actuel.
- Si l'objectif de santé publique prime, l'État pourrait considérer des augmentations de prix au-delà de 76,3%. Dans ce cas, les recettes fiscales diminueront, mais la consommation des cigarettes diminuera de plus de 43,28%.

¹ Disponible à cette adresse: http://www.who.int/tobacco/framework/WHO_FCTC_french.pdf

- Pour plus d'efficacité, le taux de taxation devrait être beaucoup plus élevé sur les cigarettes de haut de gamme que sur les cigarettes de bas de gamme ou de milieu de gamme. Car, comme l'ont montré les résultats de nos estimations, l'élasticité-prix de la demande est plus forte pour les cigarettes de bas de gamme et de milieu de gamme que pour les cigarettes de haut de gamme.
- Cependant, en augmentant les taxes sur les produits du tabac, il serait important de tenir compte des coûts plus importants qu'une telle stratégie imposerait aux fumeurs dépendants et très dépendants, c'est-à-dire, ceux qui sont moins en mesure d'arrêter de fumer en l'absence d'une assistance thérapeutique appropriée. Environ 60% de fumeurs sont dans cette situation.
- Ainsi, le relèvement des taxes sur les cigarettes devrait s'accompagner d'interventions destinées à faciliter le sevrage. Cela passe, essentiellement, par le renforcement des systèmes de santé, de manière à rendre plus facilement accessible la prise en charge et le traitement de la dépendance clinique au tabac.
- La mise en œuvre d'une telle intervention est d'autant plus légitime que la plupart des fumeurs, 75% environ, sont conscients de ce que la décision de fumer n'est pas dans leur meilleur intérêt, et souhaitent pouvoir arrêter de fumer.

Notons que si les avantages d'une taxation plus forte des produits du tabac sont attrayants pour les décideurs, plusieurs autres éléments rentrent en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'introduire un changement concret de politique économique. Aussi, dans la deuxième partie du rapport, tentons-nous d'identifier quelques-uns des éléments qui pourraient aider à comprendre, et si possible à influencer l'incitation des décideurs à réviser à la hausse les taxes sur les produits du tabac, dans la perspective de la lutte contre le tabagisme. Les principales leçons qui en découlent peuvent être résumées comme suit :

- Si la lutte anti-tabac est clairement un objectif de l'État, cette lutte est perçue essentiellement en tant que problème de santé publique; ce qui signifie que les coûts indirects du tabagisme, en termes de perte de productivité et d'aggravation de la pauvreté notamment, sont ignorés. Par conséquent, la détermination de l'État à mettre en œuvre les politiques anti-tabac pourrait être moins forte que ce qu'elle serait si tous les coûts du tabagisme étaient clairement pris en compte.
- La contribution de l'industrie locale du tabac au produit intérieur brut a considérablement baissé au cours des deux dernières décennies, en partie à cause de la forte concurrence des importations et de la contrebande. Il y a donc de fortes présomptions qu'une baisse de la consommation des cigarettes sera dans l'intérêt de l'économie nationale dans son

ensemble ; d'autant plus si l'on prend en compte tous les coûts que le tabagisme impose aux fumeurs et à la société (perte de productivité chez les fumeurs, maladies liés au tabagisme, etc.). Mais il manque une analyse coût-bénéfice de l'industrie du tabac pour aider à clarifier ce point.

- Paradoxalement, l'État offre divers soutiens aux acteurs locaux de l'industrie du tabac (subventions à la production, exonérations fiscales), dans le but officiel de stimuler l'économie locale. Cette contradiction peut s'expliquer par des lacunes dans la compréhension des liens entre le tabagisme et la pauvreté. Car la lutte contre le tabagisme participe aussi à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de la croissance. Il est donc important d'œuvrer pour que la lutte anti-tabac ne se limite plus seulement au niveau du ministère de la Santé; que cette lutte soit également prise en compte dans les politiques et les programmes des autres ministères en charge des questions de pauvreté et de croissance.
- S'il est vrai que l'augmentation du taux de prélèvement sur les cigarettes peut contribuer à freiner le tabagisme tout en préservant les recettes de l'État, il n'en demeure pas moins que l'efficacité de cette politique peut être minée par la contrebande. L'ampleur de la contrebande des cigarettes au Cameroun, et le risque d'amplification de ce phénomène suite à une hausse des taxes, sont de nature à décourager les décideurs à mettre en œuvre une telle politique.
- Toutefois, il convient de mentionner avec force que le problème de la contrebande n'est pas insurmontable. En effet, plusieurs initiatives de lutte contre la contrebande ont déjà été mises en œuvre au niveau national. En outre, au niveau régional, des solutions à fort potentiel contre la contrebande existent ; par exemple : la collaboration avec les pays voisins en vue d'harmoniser les politiques fiscales. Le succès de telles initiatives offrira aux décideurs des incitants supplémentaires pour réviser à la hausse les taxes sur les produits du tabac.

1^{ère} Partie

Élasticité-prix de la demande de cigarettes et niveau optimal de taxes sur les cigarettes au Cameroun

1.1. Introduction

Environ 37% de la population camerounaise consomme des cigarettes². S'il est vrai que cette consommation permet d'entretenir des emplois, et de générer des recettes fiscales, il n'en demeure pas moins qu'elle pose un problème de santé publique : la cigarette tue un fumeur régulier sur deux; et les effets sur la santé des non-fumeurs, involontairement exposés à la fumée des cigarettes, sont tout aussi importants. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2009) estime que d'ici 2030, si rien n'est fait, les maladies liées au tabac pourraient devenir la principale cause de mortalité dans le monde, particulièrement dans les pays en développement (PED). Aussi, à terme, la consommation des cigarettes peut-elle poser plus de problèmes économiques qu'elle ne pourrait en résoudre. En l'occurrence : la moindre productivité des travailleurs et l'augmentation des dépenses publiques de santé.

Face à ce problème, il est opportun de mettre au point des stratégies efficaces de réduction de la consommation des cigarettes. D'ailleurs, les pouvoirs publics se sont engagés dans ce sens en 2006, notamment en ratifiant la Convention-Cadre de l'OMS pour la lutte contre le tabagisme. Cette Convention-cadre est une évolution fondamentale en ce sens qu'elle définit un cadre de mise en œuvre d'une stratégie antitabac, approuvé par plus de 160 pays. Plus pratique, le Rapport 2008 de l'OMS sur *l'Épidémie Mondiale du Tabagisme* fait une synthèse des dispositions prévues par la Convention-Cadre, en un programme de six politiques efficaces pour enrayer le tabagisme, et, encourage chaque pays à les appliquer.

Une des stratégies efficaces suggérées par ce Rapport est d'augmenter les taxes sur les produits du tabac. Le but est de rendre le prix de ces produits moins abordables, ce qui pourrait inciter les fumeurs à réduire leur consommation quotidienne de cigarettes et décourager les non-fumeurs à se mettre à la cigarette. Incidemment, les recettes fiscales pourraient augmenter, malgré la baisse de la consommation; notamment si la consommation diminue moins vite que la hausse des prix. Cet aspect de l'instrument fiscal est particulièrement attrayant en ce sens qu'il permet aux pouvoirs publics de réaliser leur objectif de santé public tout en préservant, ou possiblement, en améliorant leurs ressources financières.

Le niveau relativement faible des taxes sur les cigarettes au Cameroun suggère des marges importantes pour des augmentations. En effet, de tous les pays Africains, le Cameroun apparaît comme l'un des 8 pays où la consommation des cigarettes est des moins taxées. La proportion de la taxe dans le prix de vente au détail d'un paquet de 20 cigarettes n'y est que de 20% environ, alors que ce chiffre dépasse 50% dans des pays comme l'Éthiopie, Madagascar, le Burundi, etc. En Île Maurice et aux Seychelles, les taux d'imposition sur les cigarettes, des plus élevés dans les PED, dépassent 75% du prix payé par les consommateurs³.

² Ce chiffre a été publié par le Ministère de la Santé Publique lors du lancement d'une Campagne Nationale Antitabac à Yaoundé, au Cameroun, en Juin 2008.

³ Tous ces chiffres sont tirés du *Rapport 2009 de l'OMS sur l'Épidémie Mondiale du Tabagisme*.

Toutefois, les effets d'une hausse des taxes dépendent de l'élasticité-prix de la demande de cigarettes, c'est-à-dire, la proportion dans laquelle la consommation diminuerait suite à une augmentation de 1% du prix. Des rapports de la Banque Mondiale (1999) et de l'OMS (2008) rapportent une élasticité-prix moyenne de -0.8 pour l'ensemble des PED. Mais un rapide survol des études empiriques sur la question montre que des variations importantes existent d'un pays à l'autre. En effet, Chapman et Richardson (1990) trouvent une élasticité-prix de -0.71 en Papouasie-Nouvelle Guinée. Maravanyka (1998) trouve -0.85 au Zimbabwe et -0.69 en Afrique du Sud. Ces variations suggèrent que les résultats empiriques ne sont pas transposables d'un pays à l'autre.

A notre connaissance, aucune étude n'a encore estimé l'élasticité-prix de la demande de cigarettes dans le cas du Cameroun. Ce rapport se propose de combler cette lacune. L'enjeu est d'éclairer la mise en place d'une fiscalité propre à réduire la consommation des cigarettes tout en préservant les recettes fiscales, conformément à l'esprit de la Convention-Cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

De manière spécifique, ce rapport ambitionne de réaliser les objectifs ci-après :

1. Décrire le profil de la consommation des cigarettes;
2. Estimer l'élasticité-prix de la demande de cigarettes;
3. Simuler les effets des hausses hypothétiques des taxes sur les cigarettes;
4. Formuler des recommandations de politiques pour l'utilisation de la fiscalité dans une stratégie antitabac.

Afin de réaliser ces objectifs, nous avons mené une enquête transversale auprès d'un échantillon représentatif de 5000 fumeurs⁴, tous localisés dans les deux plus grandes villes du Cameroun⁵. Cette enquête, qui a été réalisée courant Mai 2009, a permis de collecter des informations détaillées sur les caractéristiques socio-économiques des fumeurs et leur consommation des cigarettes. Les données recueillies ont ensuite été analysées, à l'aide des outils statistiques et économétriques, pour déboucher sur les principaux résultats que nous présentons dans ce Rapport.

La suite est organisée comme suit : La section 2 présente le profil de la consommation des cigarettes au Cameroun. La section 3 décrit l'approche méthodologique qui a été retenue pour l'estimation et les simulations. La section 4 présente les résultats empiriques. En fin, la section 5 conclut et formule des recommandations de politiques économiques.

⁴ Le terme fumeur ici fait référence à tout individu ayant fumé au cours des trois derniers mois précédents l'enquête et ayant une marque préférée de cigarette dont il connaît le prix au paquet et au bâton, ainsi que le nombre de bâtons dans un paquet.

⁵ Tous les détails concernant la méthodologie de l'enquête ainsi que le questionnaire sont fournis en annexes.

1.2. Profil de la consommation des cigarettes au Cameroun

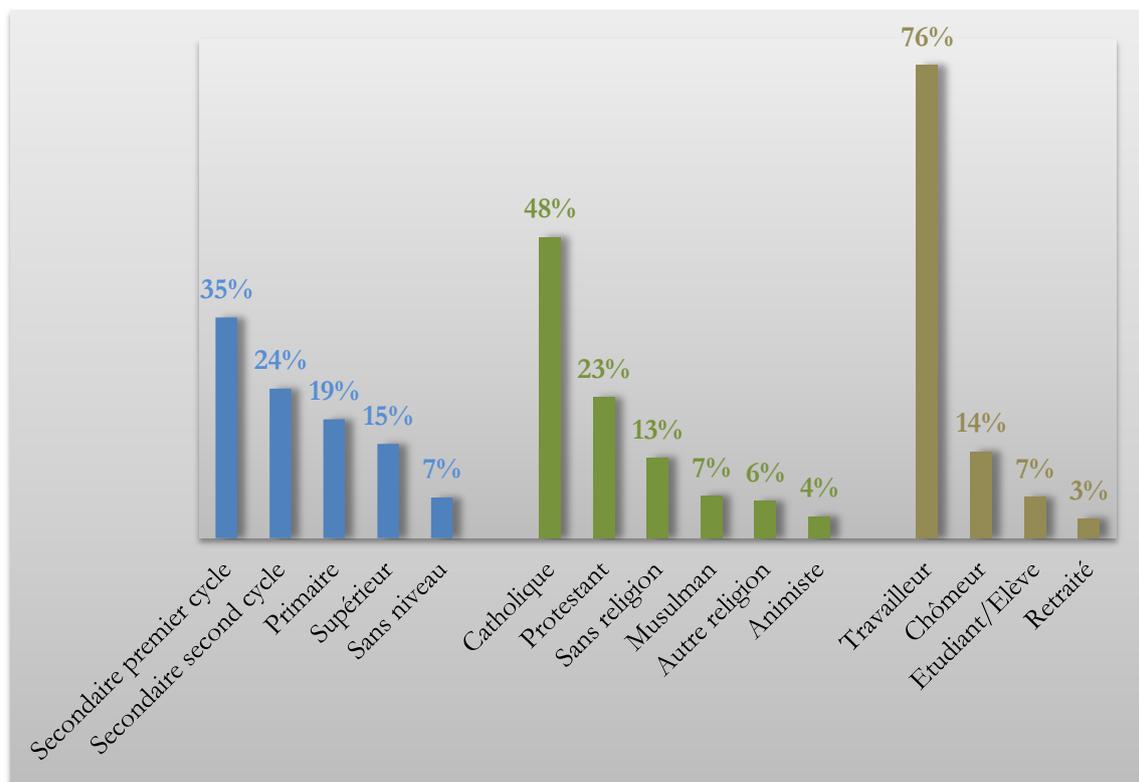
Qui sont les consommateurs de cigarettes au Cameroun? Quelles sont leurs habitudes de consommation? Sont-ils conscients des effets néfastes que la cigarette pourrait avoir sur leur santé? Telles sont quelques questions que les pouvoirs publics pourraient se poser au moment de planifier leurs stratégies antitabac.

A partir des résultats de l'enquête que nous avons menée, nous tenterons, dans cette section, d'y apporter quelques éléments de réponse.

1.2.1. Caractéristiques socioéconomiques des fumeurs

La consommation des cigarettes au Cameroun apparaît essentiellement comme le fait des hommes, qui sont représentés à 96,5%. Ceux-ci sont, en moyenne, âgés de 34 ans, avec toutefois, 50% n'ayant pas encore 32 ans. On compte 8% de fumeurs qui sont âgés de moins de 18 ans. La figure 1 présente la distribution des fumeurs selon le niveau d'instruction, la religion et le statut professionnel.

Figure 1 : Répartition des fumeurs selon quelques caractéristiques socio-économiques



Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Comme le montre la figure 1, les fumeurs sont des personnes instruites, pouvant donc facilement assimiler les messages de prévention contre le tabagisme. Seuls 7% n'ont un aucun niveau d'éducation.

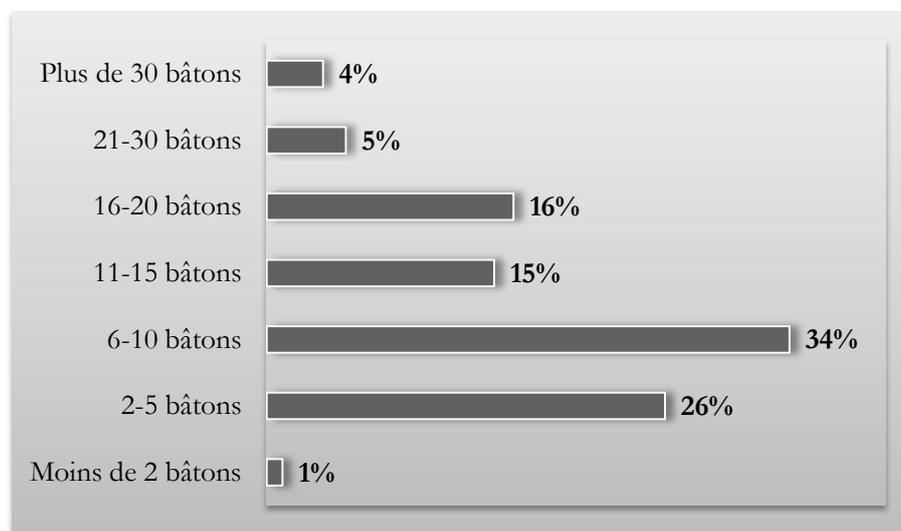
La figure 1 montre également que les sans-emplois et les élèves sont faiblement représentés parmi les fumeurs, comparativement aux travailleurs qui comptent pour 76% de l'ensemble des personnes interrogées. Ce qui semble suggérer que la consommation des cigarettes augmenterait avec le revenu du fumeur.

1.2.2. Consommation journalière moyenne de cigarettes

En moyenne, un fumeur consomme 12 cigarettes par jour. Chez les femmes, la moyenne est de 8 cigarettes par jour, et cette différence est significative au seuil de 1% avec un test ANOVA.

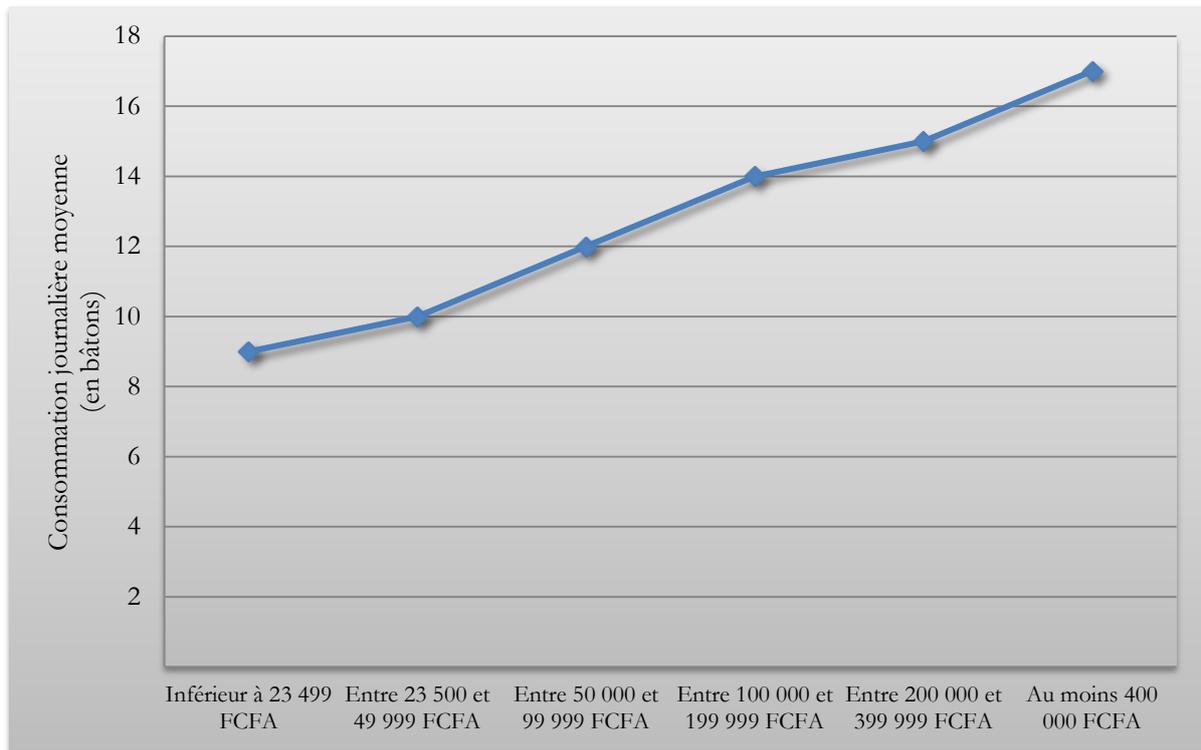
Toutefois, il existe des disparités importantes, telles qu'illustrées sur la figure 2. Il y apparaît notamment que la plupart des personnes interrogées (61%) ne dépassent pas 10 bâtons par jours.

Figure 2 : Distribution de la consommation journalière courante de cigarettes



Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Les personnes qui fument le plus sont en général celles qui disposent d'un revenu élevé, comme on peut le voir sur la figure 3.

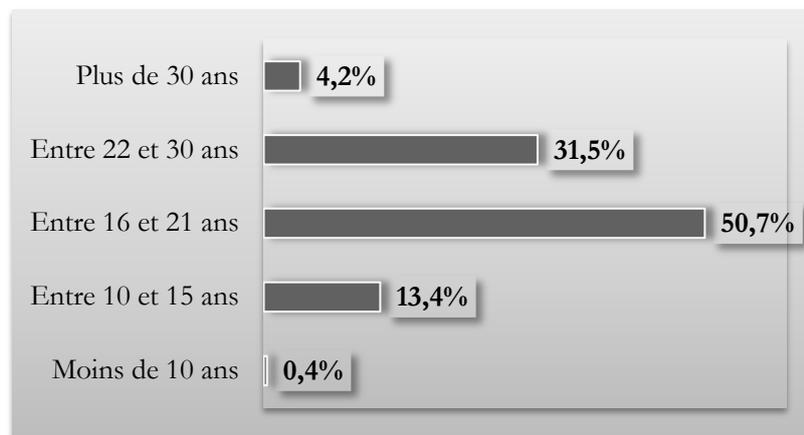
Figure 3 : Consommations journalières courantes de cigarettes et revenus

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

20% des fumeurs ont déclaré qu'ils augmenteraient leur consommation de cigarettes si leur revenu venait à augmenter. Leur revenu moyen, de 65 280 FCFA, est statistiquement inférieur (test ANOVA) au revenu mensuel moyen (95 500 FCFA) de ceux dont la consommation ne s'alignerait pas sur une hausse du revenu.

Ce résultat suggère que les titulaires d'un revenu élevé ont déjà atteint leur consommation « optimale » de cigarettes, alors que celle des moins riches serait contrainte par la faiblesse de leur revenu.

Un autre facteur pouvant expliquer les disparités dans la consommation journalière courante des cigarettes est l'âge à partir duquel l'individu a commencé à fumer. En effet, comme le montre la figure 4, la consommation des cigarettes ne commence pas au même moment chez tous les fumeurs. Mais, la plupart des fumeurs ont commencé avant 21 ans, avec environ 14% avant 15 ans.

Figure 4 : Répartition des fumeurs suivant l'âge de début de consommation de cigarette

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

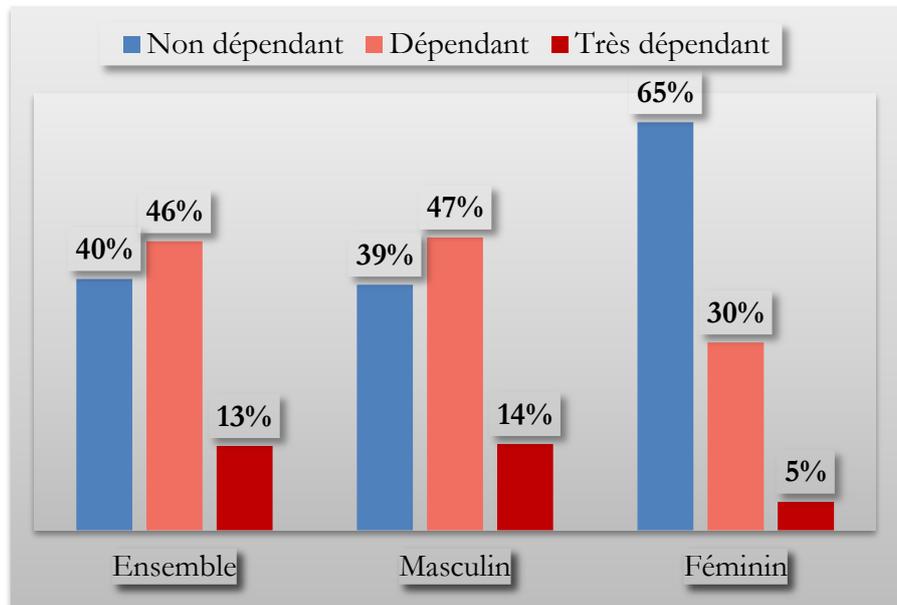
Un test statistique montre que ceux qui ont commencé à fumer avant l'âge de 10 ans ont, en moyenne, la consommation journalière la plus élevée, soit 17 cigarettes par jour. Cette consommation journalière tombe à 14 cigarettes par jour chez ceux qui ont commencé à fumer lorsqu'ils avaient entre 16 ans et 21 ans, et à 11 cigarettes par jour chez ceux qui ont commencé à fumer à plus de 22 ans.

Ces résultats démontrent l'effet addictif de la cigarette; effet selon lequel plus on consomme, plus on en aura besoin.

1.2.3. Dépendance à la cigarette

Une mesure formelle du degré d'addiction ou de dépendance à la cigarette est le test de Fagerström. Ce test permet de classer les fumeurs en trois catégories : non dépendants; dépendants; très dépendants. Les résultats⁶ de l'application de ce test à nos données sont présentés à la figure 5.

⁶ Les détails sur la méthodologie du test, et les facteurs de dépendances retenus sont présentés en annexe.

Figure 5 : Répartition des fumeurs suivant la dépendance au tabac, rupture par sexe

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Il ressort que les femmes sont en général moins dépendantes que les hommes; probablement parce qu'elles fument moins. Il ressort également que 13% des fumeurs peuvent être classés comme étant très dépendants à la cigarette.

Les résultats du tableau 1 permettent d'établir un profil sommaire de cette catégorie de fumeurs : Il s'agit, en général, des individus qui ont commencé à fumer très tôt, vers l'âge de 19 ans; ils consomment couramment autour de 20 cigarettes chaque jour et peuvent dépenser quotidiennement jusqu'à 1000 FCFA rien que pour leur consommation des cigarettes.

Tableau 1 : Test de quelques facteurs de la dépendance à la cigarette

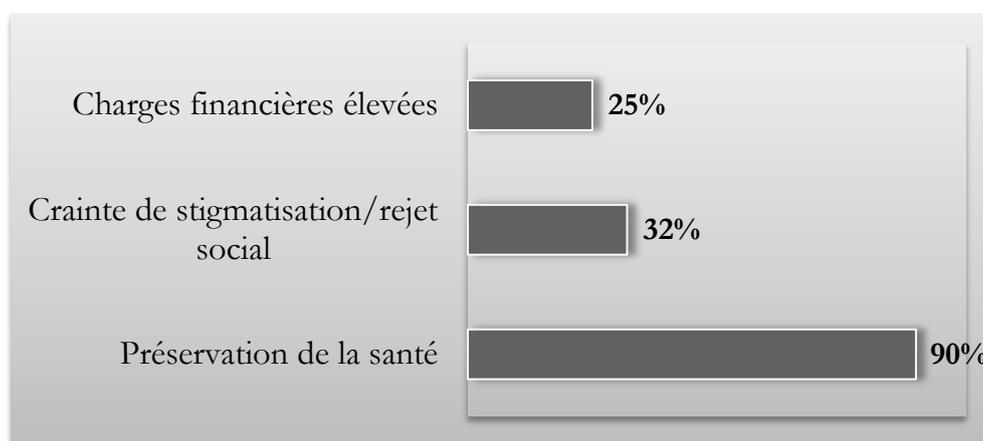
	Consommation journalière courante moyenne (<i>Écart-type</i>)	Age moyen de début de consommation (<i>Écart-type</i>)	Dépense journalière maximale en cigarettes moyenne (<i>Écart-type</i>)
Non dépendant	7 bâtons (4,14)	22 ans (5,51)	375 FCFA (424)
Dépendant	13 bâtons (7,16)	20,5 ans (5,42)	560 FCFA (520)
Très dépendant	25 bâtons (12,28)	19 ans (4,90)	1050 FCFA (777)
Test de Fisher	1436,18***	37,31***	359,99***

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

En théorie, les fumeurs très dépendants sont ceux qui seraient incapables d'arrêter de fumer sans une assistance thérapeutique adéquate. En revanche, une telle assistance n'est pas indispensable chez les fumeurs dépendants, moins encore chez les non dépendants. Cependant, au fur et à mesure que ces derniers fumeront, leur degré de dépendance va augmenter, rendant ainsi plus difficile les possibilités de sevrage. D'où l'urgence d'agir. D'autant plus que la plupart des fumeurs perçoivent que la décision de fumer n'est pas dans leur meilleur intérêt.

En effet, 67% des fumeurs que nous avons interrogés ont déclaré avoir déjà essayé d'arrêter de fumer, en moyenne à trois reprises. Les raisons sont diverses, comme le montre la figure 6 ; mais, essentiellement, il s'agit pour eux de préserver leur santé. Et pour les mêmes raisons, 75% des fumeurs envisageaient, soit de réessayer, soit d'essayer pour la première fois, d'arrêter de fumer plus tard.

Figure 6 : Pourquoi les fumeurs essaient d'arrêter de fumer



Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Ces éléments fondent donc la légitimité des politiques antitabac en tant que moyen de protection de la souveraineté des consommateurs-fumeurs, contre le piège de la dépendance à l'égard du tabac.

1.2.4. Prix et budget des cigarettes consommées

Le prix de vente au détail d'un paquet de 20 cigarettes varie beaucoup selon la marque : de 259 FCFA, en moyenne, pour la marque « Classic International », à 985 FCFA, en moyenne, pour la marque « Benson ». Toutefois, le tableau 2 montre que pour la plupart des fumeurs, soit plus de 80% des personnes interrogées, le paquet de 20 cigarettes leur revient, en général, à plus de 500 FCFA.

Tableau 2 : Prix d'achat et fréquence de consommation des différentes marques de cigarettes

	Nombre d'observations	Fréquence relative	Prix d'achat moyen du paquet (de 20 bâtons)
Classic International	263	6,0%	259 FCFA
L&B	2498	57,2%	504 FCFA
Benson	987	22,6%	985 FCFA
St Moritz	38	0,9%	976 FCFA
Aspen	6	0,1%	500 FCFA
Gold Seal	148	3,4%	308 FCFA
Super King	130	3,0%	354 FCFA
Autres cigarettes	296	6,8%	309 FCFA
TOTAL	4366	100%	580 FCFA

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Sans grande surprise, il apparaît que le prix d'achat moyen d'un paquet de 20 cigarettes est d'autant plus élevé que le revenu du fumeur est élevé. En effet, le tableau 3 montre que le prix moyen du paquet de 20 cigarettes passe de 521 FCFA pour les fumeurs dont le revenu mensuel est inférieur à 23 500 FCFA, à 688 FCFA pour les fumeurs dont le revenu mensuel est supérieur à 400 000 FCFA. Cependant, la part budgétaire des dépenses en cigarettes décroît avec le revenu.

Tableau 3 : Prix du paquet et part budgétaire des cigarettes selon le revenu du fumeur

	Prix d'achat moyen	Parts budgétaires
Inférieur à 23 499	521 FCFA	40%
De 23 500 à 49 999	558 FCFA	25%
De 50 000 à 99 999	565 FCFA	15%
De 100 000 à 149 999	597 FCFA	11%
De 150 000 à 199 999	650 FCFA	8%
De 200 000 à 399 999	658 FCFA	6%
400 000 et plus	688 FCFA	2%
Test ANOVA	19,142 ^{***}	206,802 ^{***}

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009.

Les dépenses en cigarettes n'absorbent qu'une part marginale du revenu des plus riches alors que chez les moins nantis, ces dépenses peuvent grever jusqu'à 40% du revenu. Un tel résultat tend à suggérer que les cigarettes sont des « biens nécessaires » pour les fumeurs, et qu'une augmentation du prix des cigarettes pourrait aggraver la pauvreté, en absorbant une part plus importante du revenu des fumeurs à bas revenus.

Toutefois, les données laissent transparaître que la plupart des fumeurs peuvent se passer des cigarettes en cas de hausse des prix. En effet, tous les fumeurs déclarent avoir un seuil de dépenses en cigarettes qu'ils ne pourraient dépasser. Et, le tableau 4 le montre, ce seuil est d'autant plus faible que le fumeur dispose d'un faible revenu. Ainsi, une hausse des prix conduirait les fumeurs à revoir à la baisse les quantités consommées afin de rester dans les limites qu'ils se sont eux-mêmes fixées pour leurs dépenses en cigarettes.

Tableau 4 : Seuil maximal de dépenses en cigarettes, revenu et degré de dépendance

		Consommation journalière Maximale moyenne	Consommation journalière courante moyenne
	Inférieur à 23 499	363 FCFA	216 FCFA
	de 23 500 à 49 999	465 FCFA	274 FCFA
	de 50 000 à 99 999	540 FCFA	321 FCFA
	de 100 000 à 149 999	627 FCFA	388 FCFA
	de 150 000 à 199 999	690 FCFA	410 FCFA
	de 200 000 à 399 999	831 FCFA	473 FCFA
	400 000 et plus	982 FCFA	575 FCFA
Test ANOVA		40,915 ^{***}	56,224 ^{***}
	Non dépendant	373 FCFA	200 FCFA
	Dépendant	559 FCFA	337 FCFA
	Très dépendant	1047 FCFA	672 FCFA
Test ANOVA		359,997 ^{***}	824,017 ^{***}
TOTAL		550 FCFA	330 FCFA

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Il convient toutefois de remarquer que le seuil de dépenses maximal en cigarettes est très élevé chez les fumeurs très dépendants. Ce qui suggère que seules des très fortes hausses des prix pourraient inciter ces derniers à réduire leur consommation de cigarettes. Mais, dans le cas des fumeurs pauvres et très dépendants, une telle stratégie serait problématique. En effet, il y aurait plus de risque d'aggraver la pauvreté que d'opportunités de réduire le taux de tabagisme.

L'enquête a pu déterminer, pour chaque fumeur, la hausse du prix des cigarettes à partir de laquelle la quantité couramment consommée serait revue à la baisse. Les résultats agrégés sont présentés au tableau 5.

Tableau 5 : Hausses des prix de la cigarette et sensibilité des fumeurs

Hausses du prix	Proportion des fumeurs qui vont réduire leur consommation
5%	0,02%
10%	5,70%
20%	40,61%
35%	53,36%
50%	59,24%
75%	69,95%
100%	79,77%
160%	85,47%
250%	90,58%
400%	94,40%
600%	95,71%
1000%	97,89%

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Il apparaît que si tous les prix actuels des cigarettes enregistraient une hausse uniforme de 5%, seuls 0,02% de fumeurs réduiraient leur consommation. Avec une hausse de 20%, c'est 41% des fumeurs qui seront sensibles. Au-delà, les effets induits par des hausses supplémentaires augmentent selon la loi des rendements décroissants. En d'autres termes, plus les prix continuent de croître après une augmentation de 20%, moins cela permettrait de toucher un plus grand nombre de fumeurs.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les fumeurs non dépendants sont plus sensibles à une hausse modérée des prix. Reste ensuite les fumeurs dépendants, et très dépendants, qui sont relativement moins sensibles. Dans ce cas, il faudrait considérer des hausses plus importantes dans les prix pour pouvoir les inciter à réduire leur consommation de cigarettes.

Toutefois, autour de 100% d'augmentation apparaît comme un seuil à ne pas dépasser. En effet, au-delà de ce seuil, il faudrait en moyenne plus de 60 points de plus d'augmentation des prix pour toucher une fraction très marginale de fumeurs en plus. Ce qui semble un bénéfice très insuffisant, au regard de l'impact négatif des hausses de prix des cigarettes sur le budget des fumeurs.

Pour déterminer le niveau d'augmentation des prix qui est approprié, il faudrait tout d'abord estimer l'élasticité-prix de la demande des cigarettes.

1.3. Estimation de l'élasticité-prix de la demande des cigarettes

L'élasticité-prix de la demande d'un bien mesure la variation en pourcentage de la quantité demandée de ce bien lorsque son prix varie de 1%. L'estimation de ce paramètre nécessite donc de spécifier la fonction de demande de cigarettes, puis de l'estimer en utilisant les données collectées au cours de notre enquête.

1.3.1. Méthodologie

La fonction de demande que nous considérons découle de la fonction d'utilité générale du fumeur, donc, incorporant la consommation de cigarettes. Sous l'hypothèse que les fumeurs maximisent leur satisfaction, l'équation de demande marshallienne peut s'écrire de la manière suivante: $T = (P_T, Y, Z)$ où T est la quantité de cigarettes consommée; P_T le prix des cigarettes; Y le revenu et Z un ensemble de caractéristiques individuelles influençant les choix des fumeurs.

La forme générale du modèle empirique nous est donnée par l'équation :

$$\ln T_i = \beta_0 + \beta_1 \ln P_{T_i} + \beta_2 \ln Y_i + \phi Z_i + \varepsilon_i \quad [1]$$

Dans cette équation, i représente le rang de l'individu, et ε_i est un terme d'erreur supposé indépendant et identiquement distribué. Il est attendu que β_1 , dont l'estimation nous donnera l'élasticité-prix de la consommation de cigarettes, soit négatif. Par contre, il est attendu que β_2 , dont l'estimation nous donnera l'élasticité-revenu de la consommation de cigarettes, soit positif.

L'équation [1] sera estimée, en tenant compte des éventuels problèmes d'hétéroscédasticité, par la méthode des MCO.

Le tableau 6 décrit comment les différentes variables du modèle empirique [1] ont été obtenues à partir des données de l'enquête sur les prix et la consommation des cigarettes que nous avons effectuée⁷.

⁷ Voir l'annexe 5 pour les statistiques descriptives.

Tableau 6 : Description et mesure des variables du modèle empirique

VARIABLES	COMMENTAIRES
Quantité consommée	La variable dépendante du modèle est la consommation courante mensuelle de cigarettes, en paquets, égale à la consommation journalière moyenne multipliée par trente. Quand cette donnée n'a pas été déclarée par un individu, nous rapportons sa dépense moyenne journalière en cigarettes (en FCFA) au prix au bâton.
Prix courant	Exprimé en FCFA, le prix courant est déclaré par le répondant, soit au bâton, soit au paquet, soit à la cartouche, dépendamment de son mode d'approvisionnement habituel. Ayant également déclaré la contenance du paquet ou de la cartouche, il a été facile de déterminer, pour chaque individu, le prix au bâton auquel il s'approvisionne en sa marque préférée de cigarettes. Les données manquantes ici ont été traitées en rapportant le revenu moyen journalier consacré à la consommation de cigarettes (en FCFA) à la consommation courante journalière (en bâtons); en conséquence, lorsque l'individu ne s'approvisionne pas en paquet, nous multiplions le prix du bâton par 20 pour avoir le prix courant du paquet.
Revenu mensuel	Il a été demandé au cours de l'enquête à chaque individu de déclarer le revenu global qu'il perçoit en moyenne chaque mois. Pour éviter des biais de déclaration si courants dans ce type de questionnaire, sept classes de revenus à cocher ont été prévues pour ceux qui n'avaient pas (volontairement ou involontairement) déclaré le montant de leurs revenus. Sur la base de ces déclarations, les revenus ont donc en définitive été estimés ⁸ pour deux groupes d'individus : le premier groupe rassemble les personnes ayant déclaré un intervalle de revenus dans lequel se situe le leur ; il leur a été affecté la moyenne des revenus des individus ayant fait une déclaration ponctuelle située dans cet intervalle. Le deuxième groupe rassemble quant à lui les personnes n'ayant déclaré ni le montant exact de leurs revenus, ni l'intervalle dans lequel ils se situent ; il leur a été affecté la moyenne de revenus des individus de la même catégorie socioprofessionnelle. C'est donc sur la base de revenus estimés ou redressés de cette façon que nous avons effectué nos analyses.

⁸ La méthodologie de redressement que nous avons utilisée est celle que l'Institut National de la Statistique utilise pour le traitement des revenus au cours des enquêtes qu'il mène auprès des ménages.

Âge	L'âge révolu de l'individu est retenu comme étant un facteur susceptible d'influencer la consommation. Cette variable a été renseignée sans difficulté au cours de l'enquête. Nous avons écarté systématiquement tous les âges inférieurs à l'âge déclaré de début de consommation de cigarettes (donnée aberrante).
Âge à la première consommation de cigarettes	Cette variable a été mesurée à travers le questionnaire. Elle détermine la consommation des cigarettes via l'effet d'addiction qui se développe au fur et à mesure qu'on fume.
Statut matrimonial	Il sera respectivement question de voir quel impact le fait d'être célibataire, marié ou autre, peut avoir sur la demande de cigarettes. Cette variable a été éclatée en plusieurs dummy correspondants à ses modalités.
Nombre de personnes à charge	Cette variable a été mesurée à travers le questionnaire. Il est ici question de voir si la gravité des charges financières d'un individu peut influencer sur sa consommation, fut-elle en cigarettes. Elle a été complétée par la variable « Avez-vous des personnes à charge? », en prenant la valeur 0 lorsque l'individu n'a aucune personne à sa charge.
Statut professionnel	Il s'agira d'évaluer l'influence que le fait d'être travailleur, chômeur, élève/étudiant, ou autre, peut avoir sur la demande de cigarettes. Cette variable a été éclatée en plusieurs <i>dummies</i> .
CSP	Il se pourrait que la Catégorie Socio-professionnelle de l'individu ait une influence sur sa consommation de cigarettes. Cette variable a été éclatée en plusieurs <i>dummies</i> , afin de mesurer l'effet précis de chaque modalité.
Religion	Mesurée à travers le questionnaire, cette variable a été éclatée en plusieurs variables dichotomiques.
Consommation d'alcool	Il sera question de voir si le fait pour l'individu de consommer l'alcool par ailleurs peut influencer sa consommation de cigarettes. Cette variable a été éclatée en plusieurs <i>dummies</i> .
Score de FAGËRSTROM	Il mesure le degré de dépendance nicotinique d'un fumeur. Cette variable a été éclatée en trois variables dichotomiques pour distinguer les fumeurs non dépendants, dépendants, et très dépendants, respectivement.
Rythme de consommation	Cette variable a été éclatée en trois <i>dummies</i> , afin de prendre séparément en compte le fait que l'individu soit respectivement un fumeur occasionnel, normal, ou excessif.

Évolution de la consommation	Cette variable permet d'isoler l'effet d'une baisse de consommation structurelle ou programmée, qui n'aurait rien à voir, toutes choses égales par ailleurs, avec une hausse du prix. Cette variable caractérise l'évolution (baisse, hausse, stagnation) de la consommation de l'individu au cours de mois récents.
Consommation régulière chaque matin	Cette variable mesure un aspect de la dépendance nicotinique qui n'est pas pris en compte par le score de FAGËRSTROM.
Capacité à résister à fumer	Cette variable mesure un aspect de la dépendance nicotinique qui n'est pas pris en compte par le score de FAGËRSTROM.
Attitude face à une hausse antérieure des prix	Cette variable a été éclatée en plusieurs <i>dummies</i> . Elle permet de prendre en compte l'attitude du fumeur face à une éventuelle hausse antérieure des prix.
Dépense maximale journalière en cigarettes	Cette variable représente le maximum en FCFA que l'individu peut consacrer en un mois à la cigarette. En imposant un seuil à la consommation de cigarettes, cette variable pourrait avoir un effet sur la demande. Elle indique en effet, le degré de dépendance à la cigarette.

Source : Auteurs

1.3.2. Résultats empiriques

Plusieurs simulations et tests ont été effectués afin de sélectionner le modèle optimal. L'estimation des paramètres de l'équation [1] a été mise en œuvre dans le logiciel Stata 10.0. C'est également à l'aide de Stata 10.0 que tous les tests post-estimations ont été effectués, afin de vérifier la robustesse des résultats obtenus.

Les résultats des estimations, ainsi que des principaux tests économétriques effectués, sont présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Résultats de l'estimation par les MCO

VARIABLES EXPLICATIVES	Coefficients	t- student ¹
Constante	0,6400946	5,03 ^{***}
Logarithme du prix du paquet	-0,5672974	-30,71 ^{***}
Logarithme du revenu mensuel	0,0075892	0,88
Logarithme de la dépense maximale mensuelle en cigarettes	0,5471950	36,36 ^{***}
Age	0,0183206	4,54 ^{***}
Age au carré	-0,0001502	-2,97 ^{***}
Age de début de consommation de cigarettes	-0,0029307	-2,44 ^{**}
S'approvisionne habituellement en paquet ² (Réf : autre moyen d'approvisionnement)	0,0846330	4,16 ^{***}
Peut s'abstenir de fumer pendant 12h ² (Réf : non)	-0,1214436	-8,82 ^{***}
Non dépendant ² (Réf : dépendant - Échelle de FÄGERSTRÖM)	-0,1710390	-10,91 ^{***}
Très dépendant ²	0,2402605	13,02 ^{***}
Consomme une cigarette au moins chaque matin (Réf : non)	0,0706514	4,17 ^{***}
Fumeur occasionnel ² (Réf : Fumeur normal)	-0,1783618	-7,68 ^{***}
Fumeur excessif ²	0,1548984	11,45 ^{***}
Consommation en baisse entre mars et avril 2009 ² (Réf : consommation inchangée ou en hausse)	-0,0302647	-1,70 [*]
Travailleur ² (Réf : autre statut)	-0,0264307	-1,85 [*]
Ne consomme jamais d'alcool ² (Réf : non)	-0,0339297	-1,69 [*]
Chrétien ² (Réf : autre religion)	-0,0364366	-2,70 ^{***}
A augmenté sa consommation en changeant de goût de cigarette ² (Réf : non)	0,0543614	2,69 ^{***}
Nombre d'observations		4318
R²		0,7429
SCR		0,38312
Test de significativité globale de Fisher³		F (18, 4299) = 690,11^{***}
Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan / Cook-Weisberg⁴		Chi2(18) = 1247,27^{***}
Test de spécification Ramsey RESET⁵		F (17, 4283) = 19,29^{***}

NB : la variable dépendante est le logarithme népérien de la consommation mensuelle courante ; (1) les valeurs de t accompagnées du symbole * signifient que le coefficient est significatif à 1%, ** signifie que le coefficient est significatif à 5%, et * signifie que le coefficient est significatif à 10% ; (2) variable dichotomique : 1 = oui ; (3) le symbole *** signifie que le modèle est globalement significatif, à 1% ; (4) le symbole *** signifie que la variance des résidus est constante (absence d'hétéroscédasticité), au seuil de 1% (5) le symbole *** signifie que la spécification fonctionnelle du modèle est bonne, au risque de 1%**

Source : Estimations des auteurs

Le test de Fisher de significativité globale du modèle est corroboré. Par ailleurs, le pouvoir explicatif du modèle est de 74,3%, c'est-à-dire que ce modèle explique les trois quarts environ de la variance du logarithme de la consommation de cigarettes moyenne des fumeurs. Par ailleurs, les tests de spécification fonctionnelle Ramsey RESET et d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan et Cook-Weisberg sont positifs.

Une analyse sommaire des résultats du tableau ci-dessus montre clairement que le prix a un impact considérable sur la consommation de cigarettes. L'élasticité de la consommation de cigarettes par rapport au prix est de $-0,5672$; c'est-à-dire qu'une hausse des prix de 1% induirait une baisse de la demande de $0,5672\%$.

Le revenu d'un fumeur a un effet positif sur sa consommation de cigarettes, mais cet effet est faible ; ainsi, si le revenu mensuel d'un fumeur augmente de 1%, sa consommation de cigarettes n'augmentera que de $0,0076\%$.

La consommation mensuelle maximale (en FCFA), c'est-à-dire le montant maximal que le fumeur est prêt à consacrer, chaque mois, à la consommation de cigarettes a un impact positif et très important sur sa consommation courante de cigarettes. Il ressort de nos analyses que si ce seuil augmente de 1%, alors la demande de cigarettes augmentera de $0,5472\%$.

L'âge à partir duquel l'individu a commencé à fumer a un effet sur sa consommation ; la consommation décroît à mesure qu'on repousse l'âge de début de consommation de cigarette. Par ailleurs, plus l'individu est âgé, plus il fume, mais cet effet s'atténue à mesure que l'individu vieillit.

Notons par ailleurs que l'élasticité-prix de la demande varie avec le statut de dépendance au tabac. Pour les fumeurs très dépendants, l'élasticité-prix est de $-0,480$; elle est de $-0,615$ pour les fumeurs dépendants. C'est-à-dire que les fumeurs très dépendants réduiront avec plus de difficulté et d'hésitation leur consommation de cigarettes que les fumeurs simplement dépendants. Ce qui confirme les prémisses de l'analyse statistique faite plus haut.

En outre, l'élasticité-prix de la demande varie avec la gamme (de prix) des cigarettes⁹ : Pour les cigarettes bas de gamme et milieu de gamme, l'élasticité-prix de la demande est sensiblement la même : $-0,52$; alors que pour les cigarettes haut de gamme, l'élasticité-prix de la demande est beaucoup plus faible : $-0,06$ ($t\text{-student} = -0,43$). Cela signifie que les fumeurs riches, c'est-à-dire ceux qui consomment les cigarettes les plus chères, sont moins sensibles à une variation de prix que les fumeurs pauvres qui, en général, consomment les cigarettes moins chères. Par conséquent, pour être plus efficace, le taux de taxation devrait être différent selon la gamme de cigarettes, avec un taux beaucoup plus élevé pour les cigarettes de haut de gamme que pour les cigarettes de bas de gamme ou de milieu de gamme.

⁹ Voir la définition des gammes de prix à l'annexe 4, et le détail des résultats à l'annexe 6.

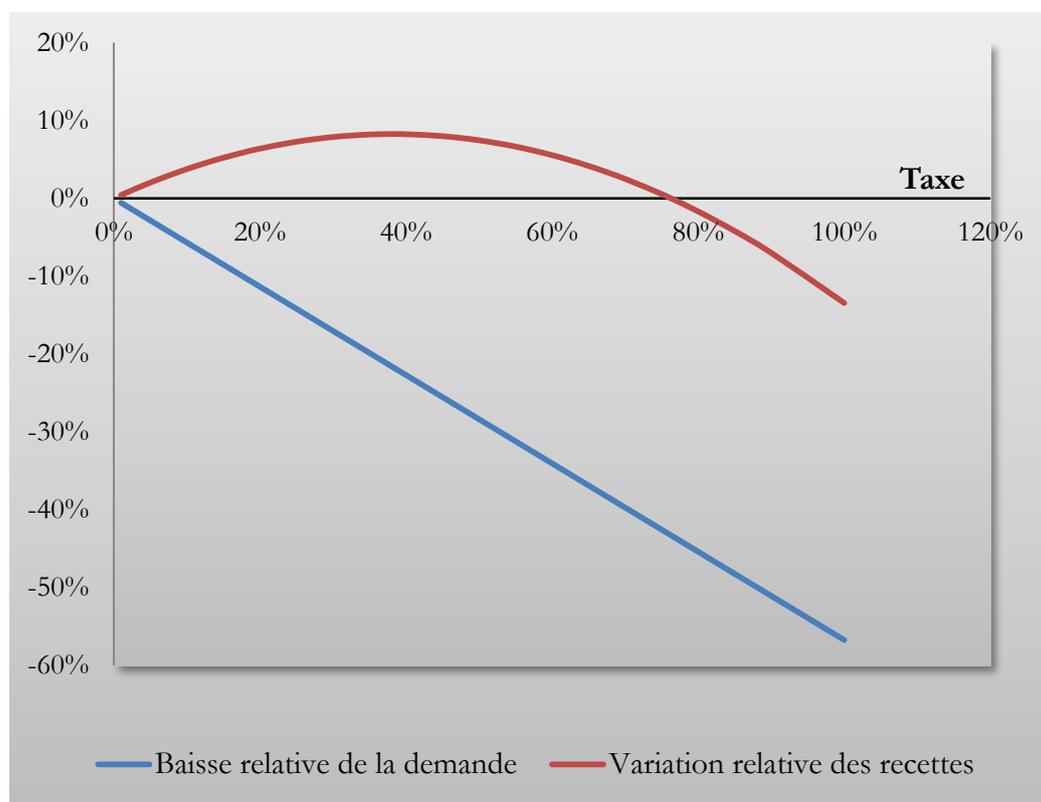
1.4. Simulations des effets des hausses hypothétiques des taxes

Avec une élasticité-prix de la demande de cigarettes de $-0,5672$, nous pouvons effectuer des simulations en vue de construire des scénarios sur la base desquels les pouvoirs publics pourront s'appuyer pour implémenter une fiscalité visant à réduire la demande de cigarettes, sans en subir les conséquences en terme de perte de recettes fiscales.

L'hypothèse qui est faite ici est que les taxes sont entièrement supportées par le consommateur. En augmentant les prix de $t\%$, le prix passe de P_0 à $P_1 = P_0(1+t)$. La demande induite par cette hausse passera de Q_0 à $Q_1 = Q_0(1+\varepsilon t)$, où ε est l'élasticité-prix de la demande de cigarettes estimée plus haut. La baisse relative de la demande induite par la hausse des prix de t (en pourcentage) est alors de εt ; et la variation relative des recettes générées est de $\frac{(P_1Q_1 - P_0Q_0)}{P_0Q_0} \%$.

Sur cette base, nous avons effectué des simulations pour divers scénarios d'augmentations et avons représentés les résultats à la figure 7.

Figure 7 : Variations relatives de la demande et des recettes en fonction de la taxe



Source : Enquête Prix et Consommation de Tabac, 2009

La figure 7 montre l'effet négatif des augmentations des taxes sur la consommation des cigarettes. Plus le taux est élevé, plus la consommation sera réduite. Toutefois, comme nous l'avons souligné à la section 2, l'augmentation à considérer ne devrait pas dépasser 100%.

Quelques résultats sont présentés au tableau 9. Il ressort principalement que l'État pourrait maximiser ces recettes en ajustant à la hausse le taux d'imposition sur les cigarettes, de manière à faire croître les prix actuels de 38,30%. Cela permettrait également de réduire la demande de cigarettes de 21,72%.

Il ressort également du tableau 8 qu'une hausse des prix des cigarettes de 76,30%, à partir des prix actuels, induirait une baisse de la demande de 43,28%, tout en maintenant inchangé le volume des recettes fiscales actuellement perçu sur la consommation des cigarettes.

Tableau 8 : Effets simulés des hausses hypothétiques des prix des cigarettes

Hausse des taxes (ou prix)	Baisse relative de la demande	Variation relative des recettes
5%	-2,84%	2,022%
10%	-5,67%	3,761%
15%	-8,51%	5,216%
20%	-11,34%	6,387%
25%	-14,18%	7,275%
30%	-17,02%	7,879%
35%	-19,85%	8,200%
38,3%	-21,72%	8,256%
40%	-22,69%	8,237%
50%	-28,36%	7,460%
60%	-34,03%	5,549%
70%	-39,70%	2,503%
75%	-42,54%	0,555%
76,30%	-43,28%	0,000%
80%	-45,38%	-1,677%
90%	-51,05%	-6,991%
100%	-56,72%	-13,440%

Source : Simulations des auteurs

Le choix final de l'augmentation à considérer revient aux décideurs. Toutefois, il est important, dans ce choix, de garder à l'esprit les conséquences socio-économiques possibles de l'un ou l'autre choix, notamment en termes d'aggravation de la pauvreté, ou de prise en charge des fumeurs très dépendants qui pourraient abandonner la cigarette.

1.5. Conclusion et recommandations de politiques économiques

L'objectif de ce Rapport était d'éclairer la mise en place d'une fiscalité propre à réduire la consommation des cigarettes tout en préservant les recettes fiscales, conformément à l'esprit de la Convention-Cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Pour ce faire, nous avons mené une enquête transversale auprès d'un échantillon représentatif de 5000 fumeurs, tous localisés dans les deux plus grandes villes du Cameroun. Cette enquête a permis de collecter des informations détaillées sur les caractéristiques socio-économiques des fumeurs et leur consommation des cigarettes. Les données recueillies ont ensuite été analysées, à l'aide des outils statistiques et économétriques, pour déboucher sur les principaux résultats que nous résumons ainsi qu'il suit :

- Une politique fiscale qui ferait croître le prix moyen des cigarettes de 38,3% permettrait de maximiser les recettes fiscales sur la consommation des cigarettes tout en réduisant la prévalence du tabagisme. Les recettes fiscales augmenteraient alors de 8,26%, et la consommation des cigarettes, quant à elle, baisserait de 21,72%.
- Avec une augmentation des prix de l'ordre de 76,3%, la consommation des cigarettes serait davantage réduite, soit de 43,28%, et les recettes fiscales resteraient inchangées par rapport à leur niveau actuel.
- Si l'objectif de santé publique prime, l'État pourrait considérer des augmentations de prix au-delà de 76,3%. Dans ce cas, les recettes fiscales diminueront, mais la consommation des cigarettes diminuera de plus de 43,28%.
- Pour plus d'efficacité, le taux de taxation devrait être beaucoup plus élevé sur les cigarettes de haut de gamme que sur les cigarettes de bas de gamme ou de milieu de gamme. Car, comme l'ont montré les résultats de nos estimations, l'élasticité-prix de la demande est plus forte pour les cigarettes de bas de gamme et de milieu de gamme que pour les cigarettes de haut de gamme.
- Cependant, en augmentant les taxes sur les produits du tabac, il serait important de tenir compte des coûts plus importants qu'une telle stratégie imposerait aux fumeurs dépendants et très dépendants, c'est-à-dire, ceux qui sont moins en mesure d'arrêter de fumer en l'absence d'une assistance thérapeutique appropriée. Environ 60% de fumeurs sont dans cette situation.
- Ainsi, le relèvement des taxes sur les cigarettes devrait s'accompagner d'interventions destinées à faciliter le sevrage. Cela passe, essentiellement, par le renforcement des

systemes de santé, de manière à rendre plus facilement accessible la prise en charge et le traitement de la dépendance clinique au tabac.

- La mise en œuvre d'une telle intervention est d'autant plus légitime que la plupart des fumeurs, 75% environ, sont conscients de ce que la décision de fumer n'est pas dans leur meilleur intérêt, et souhaitent pouvoir arrêter de fumer.

Pour terminer, il convient de préciser que nos résultats dépendent crucialement de notre estimation de l'élasticité-prix de la demande de cigarettes au Cameroun, et de l'hypothèse que la hausse des taxes sur les cigarettes sera entièrement répercutée sur les fumeurs à travers une hausse des prix.

Concernant l'estimation des paramètres sur l'échantillon complet, il faut noter que les mesures des variables prix et quantité n'ont pas été ajustées pour tenir compte des différences dans les marques des cigarettes. Or, il peut arriver que suite à une augmentation des prix, les fumeurs décident de se tourner vers une marque de cigarettes moins chère que leur marque favorite, plutôt que d'ajuster à la baisse leur consommation courante de cigarettes. Dans ce cas, notre estimation surestimerait la sensibilité des quantités de cigarettes consommées aux variations des prix.

Les estimations sur les sous-échantillons, que nous avons définis en fonction de la gamme de prix des cigarettes, permettent d'atténuer ce problème. Certes, être plus rigoureux, ces estimations auraient dû tenir compte du biais de sélection (car le choix de la gamme de cigarette est endogène). Mais il est fort possible que les résultats corrigés du biais de sélection ne soient pas très différents des résultats que nous avons présentés. Cette présomption pourra faire l'objet de nos prochaines recherches.

2^{ème} Partie

Profil de l'industrie du tabac et de la fiscalité des produits du tabac au Cameroun

2.1. Introduction

La première partie du rapport a permis de mettre en évidence deux avantages potentiels d'une taxation plus forte des produits du tabac au Cameroun, à savoir: l'augmentation des recettes de l'État et la réduction du tabagisme via notamment une moindre consommation des produits du tabac. Ces avantages sont sans doute attrayants pour les décideurs. Cependant il convient de relever que plusieurs autres éléments rentrent en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'introduire un changement concret de politique économique.

Le principal objectif de cette partie est de tenter d'identifier quelques-uns des éléments pertinents qui pourraient aider à comprendre, et si possible à influencer l'incitation des décideurs à réviser à la hausse les taxes sur les produits du tabac, dans la perspective de la lutte contre le tabagisme.

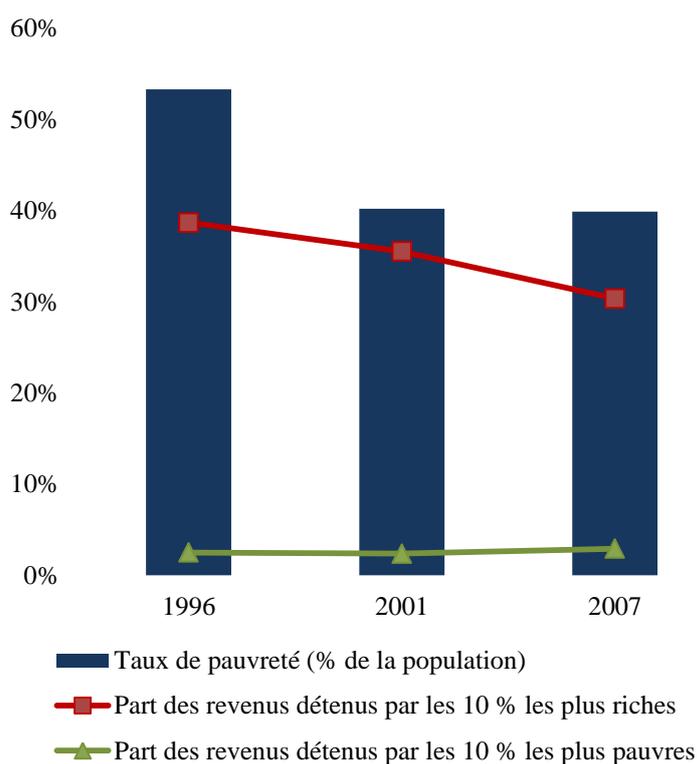
Cette partie est organisée en cinq sections. Après la section introductive, la section 2 évalue le contexte général de la mise en œuvre des politiques anti-tabac au Cameroun. La section 3 se concentre sur l'industrie du tabac pour tenter d'en évaluer l'importance économique. La section 4 apprécie dans quelle mesure la fiscalité actuelle sur les entreprises et les produits du tabac sert la cause anti-tabac, puis souligne les implications qu'une hausse des taxes pourrait avoir sur la contrebande des cigarettes. La section 5 conclut en formulant quelques défis à surmonter afin de créer des conditions favorables à la mise en œuvre d'une politique d'augmentation des taxes sur le tabac.

2.2. Contexte général

2.1.1. Population et pauvreté

La population camerounaise est estimée à 19,8 millions d'habitants, 50,53% étant des femmes¹⁰. C'est une population relativement jeune : l'âge médian est de 17,7 ans et l'âge moyen de 22,1 ans; les moins de 15 ans représentent 43,6% de la population totale tandis que les moins de 25 ans en représentent 64,2%¹¹. C'est également une population alphabétisée, avec un taux d'alphabétisation (c'est-à-dire la proportion des personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire) de 71%, parmi les plus élevés en Afrique Sub-Saharienne. Malgré un revenu par tête estimé à 468 375 FCFA (2 290 \$ PPA), 30,4% de la population ont moins de 2\$ par jour pour vivre; et 40% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté national.

Figure 8 : Évolution du taux de pauvreté et des inégalités au Cameroun



Source: ECAM I, II, III – INS

¹⁰ Sauf indication contraire, les statistiques sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale : [World Development Indicators](#).

¹¹ Source : 3^{ème} RGP, BUCREP (www.bucrep.org).

2.1.2. Lutte contre la pauvreté

Depuis 2003, avec l'élaboration du premier Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), la lutte contre la pauvreté est clairement affichée comme objectif majeur de politique économique. La figure 1 montre cependant que le taux de pauvreté est resté persistant sur la période 2001-2007. Si quelques progrès ont tout de même été enregistrés dans les zones urbaines (avec un recul du taux de pauvreté de l'ordre de 5 points), la pauvreté s'est par contre aggravée dans les zones rurales, où les taux de pauvreté atteignent désormais 55%.

2.1.3. Santé et financement des dépenses de santé

Dans la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté élaborée en 2009 et déclinée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), « l'amélioration de l'état de santé des populations demeure à la fois un objectif de développement social et de croissance économique »¹². Il est à noter que dans ce domaine précisément, les défis sont importants. A titre d'exemples : l'espérance de vie à la naissance n'est que de 51 ans; les maladies non transmissibles, dont le tabagisme est l'un des principaux facteurs à risque, sont à l'origine de 31% des décès enregistrés chaque année dans le pays¹³.

Pour faire face aux défis de santé publique, l'État recourt en grande partie au financement par les usagers. En 2009 par exemple, la contribution des ménages aux dépenses de santé totales s'élevaient à 68,5%, le reste étant assumée par l'État et les partenaires extérieurs¹⁴. Ce mode de financement permet de réduire la pression sur les finances publiques ; cependant, la consommation des soins de santé indispensables, particulièrement celle des plus pauvres, peut s'en trouver fortement pénalisée.

2.1.4. Lutte contre le tabagisme

Le mode de financement des dépenses de santé est tel que les coûts directs du tabagisme sont supportés en grande partie par les fumeurs. Cela pourrait d'une part atténuer la détermination de l'État à lutter contre le tabagisme; d'autre part, les coûts indirects, en termes d'aggravation de la pauvreté notamment, sont tels que cette lutte est dans l'intérêt de l'État. Or sur ce dernier point justement, d'importantes lacunes informationnelles subsistent, au point où la lutte contre le tabagisme est perçue essentiellement en tant que problème de santé publique. Le plan d'Action National de Lutte Contre le Tabagisme au Cameroun souligne d'ailleurs que le Groupe d'Experts

¹² DSCE. 2009. http://www.minepat.gov.cm/attachments/006_dsce.pdf

¹³ http://www.who.int/nmh/countries/cmr_fr.pdf

¹⁴ A titre de comparaison, la contribution des usagers au financement de la santé publique est inférieure à 20% dans la plupart des pays développés et même dans certains pays africains tels que la Namibie (6.0%); le Botswana (6.8%); et le Mozambique (11.7%).

sur le Tabac a « pour mission de mener des réflexions et des études sur le tabagisme et ses conséquences pour la santé publique », afin de « proposer les voies et moyens au gouvernement pour la lutte efficace et concrète contre le tabagisme »¹⁵.

Le manque de compréhension de tous les coûts que le tabagisme impose à la société pourrait peut-être expliquer pourquoi l'État ne consacre que très peu de moyens financiers à la lutte anti-tabac. En 2008 par exemple, le budget alloué à la lutte et la prévention du tabagisme s'élevait à 25 000 000 FCFA (environ 55 828 \$ US).¹⁶

Sur le plan légal et réglementaire par contre, l'engagement de l'État contre le tabagisme est plus affirmé. Au nombre des initiatives les plus récentes, il y a par exemple : la ratification, en 2006, de la Convention-Cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac; la loi N° 2006/018 du 29 décembre 2006 interdisant la publicité, le mécénat et le sponsoring par les firmes du tabac; la circulaire n° 19/07 du Ministre de l'Enseignement secondaire du 11 septembre 2007, faisant de l'école un espace non-fumeur; l'arrêté conjoint du Ministère de la Santé/Ministère du Commerce rendant obligatoire le marquage sanitaire des produits du tabac, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2008.

Cependant, entre la loi et l'application de la loi, il y a un gap. En effet, l'évaluation de l'OMS note que sur une échelle de 0 à 10, le score du Cameroun en matière d'application et de respect des lois sur les espaces non-fumeur est de 2; les lois sur le marquage sanitaire des produits du tabac, et sur l'interdiction des publicités par les firmes du tabac sont les plus respectés (avec des scores compris entre 5 et 7), même si quelques efforts peuvent encore être faits dans ces domaines.

Par exemple, le rapport de *Euromonitor International* sur le Tabac au Cameroun (Novembre 2011)¹⁷ relève que les entreprises du tabac recourent de plus en plus à des techniques de marketing furtif (« stealth advertising ») pour de façon insidieuse, stimuler la consommation des cigarettes. Notamment en recrutant des agents commerciaux qui se rendent directement chez les détaillants pour proposer diverses primes à la vente, en distribuant des gadgets publicitaires, tels que les parapluies, aux petits opérateurs économiques informels situés en bordure des routes, etc. Un renforcement de la loi et de l'application de la loi sur l'interdiction de la publicité par l'industrie du tabac pourrait stopper ces agissements.

La clarification des liens entre le tabagisme et la pauvreté pourrait sans doute aider à stimuler et à renforcer les efforts dans la lutte anti-tabac, non seulement de la part du gouvernement, mais aussi de la part des associations de la société civile. Sauf que jusqu'ici, il manque crucialement d'études et de recherche scientifiques documentant les conséquences du tabagisme sur la pauvreté au Cameroun.

¹⁵ Plan d'Action National de Lutte Contre le Tabagisme au Cameroun : 2009–2011.

http://www.who.int/fctc/reporting/Cameroon_annex1_national_action_plan2008.pdf

¹⁶ http://www.who.int/tobacco/surveillance/policy/country_profile/cmr.pdf

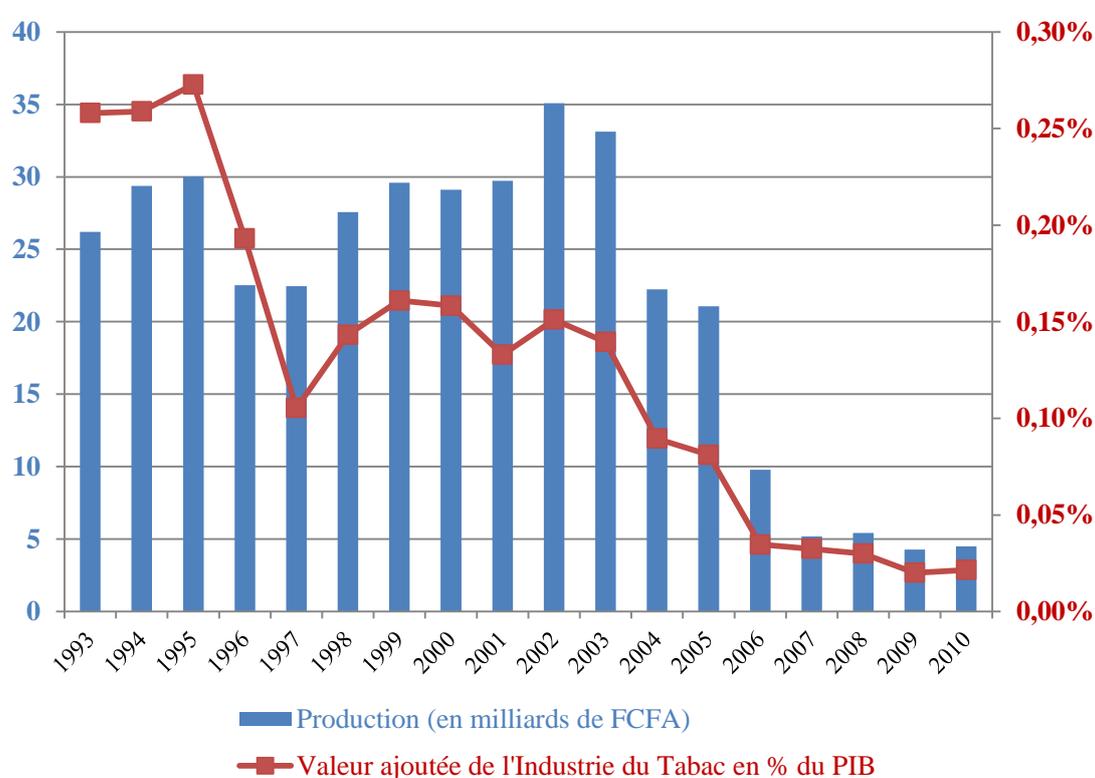
¹⁷ <http://www.euromonitor.com/tobacco-in-cameroon/report>

2.3. L'industrie du tabac

2.3.1. Acteurs de l'industrie du tabac

Les principaux acteurs de l'industrie du tabac au Cameroun sont les producteurs de tabac brut (feuilles de tabac), qui exploitent environ 3400 Ha de terres arables¹⁸; les fédérations et les associations privées qui soutiennent les tabaculteurs et assurent la commercialisation de leurs récoltes; les producteurs de tabac manufacturés; les importateurs; et les contrebandiers.

Figure 9 : Production de tabac et part de la valeur ajoutée de l'industrie du tabac dans le PIB du Cameroun entre 1993 et 2010.



Source : Données de l'INS.

¹⁸ Le Cameroun consacre ainsi une plus grande partie de ses terres à la culture de tabac que le Tchad (150 Ha), la République Centrafricaine (600 Ha), ou le Congo-RDC (700 Ha), mais bien moins que le Nigéria (23 000 Ha) ou le Congo (8200 Ha). Voir: www.tobaccoatlas.org

2.3.2. Importance économique de l'industrie du tabac

La figure 9 montre que la production de tabac (feuilles de tabac et cigarettes manufacturées) au Cameroun a considérablement diminué au cours des deux dernières décennies, particulièrement depuis 2002 où la tendance est demeurée continuellement à la baisse. En 2010, la production de tabac valait moins de 5 milliards de FCFA, contre 35 milliards en 2002. Aussi la part de l'industrie du tabac dans le produit intérieur brut a-t-elle fortement baissé, de 0,26% en 1993 à 0,15% en 2002, puis à 0,02% en 2010.

Cette baisse d'activité peut s'expliquer par la stagnation de la demande agrégée au cours des deux dernières décennies, et ce, malgré l'augmentation de la population. En effet, comme le montre le tableau 1, la consommation de cigarettes par tête a considérablement baissé, passant de 415 bâtons en 1990, à 141 bâtons en 2010. À l'origine de cette baisse substantielle de la consommation, il y a sans doute les mesures anti-tabac (interdiction de la publicité, campagne de sensibilisation, etc.) qui ont été mises en place depuis 1990, et particulièrement depuis 2000. Notons que de 1980 à 1990, alors que les mesures de contrôle du tabagisme étaient quasi-inexistantes, la consommation par tête de cigarettes avait presque doublé, passant de 278 bâtons en 1980 à 415 bâtons en 1990.

Tableau 9 : Consommation de tabac au Cameroun

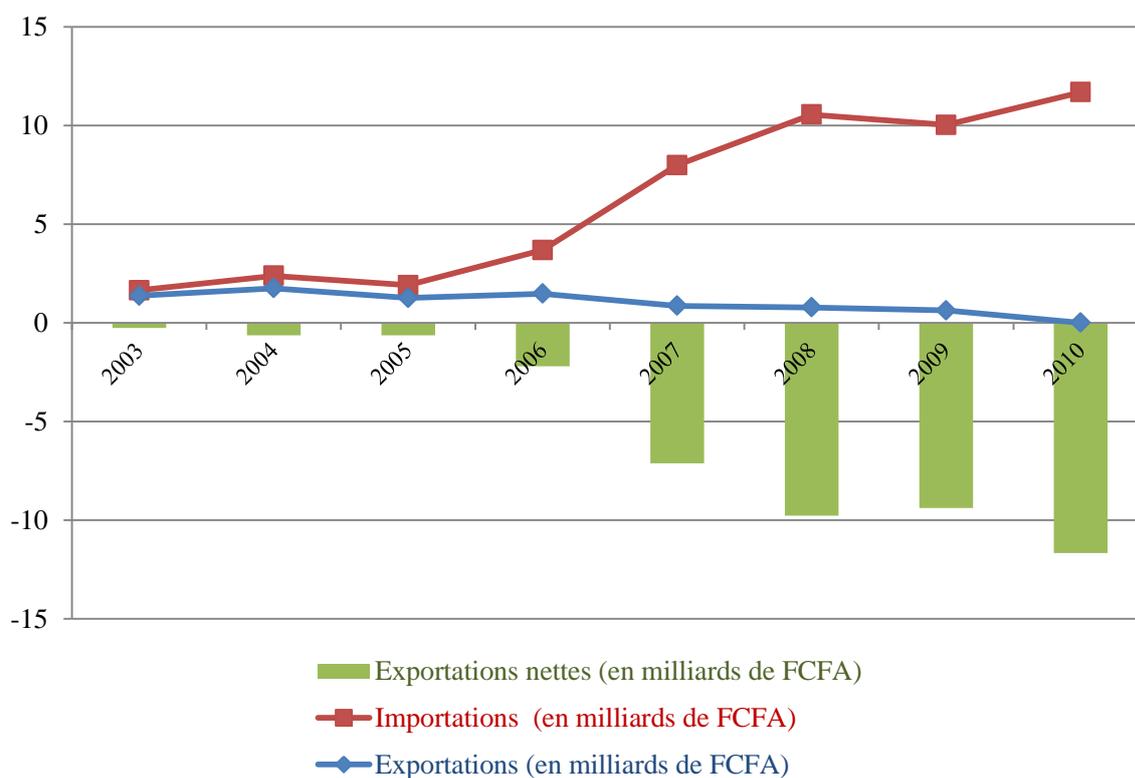
Année	1970	1980	1990	2000	2010
Consommation annuelle totale (en millions de bâtons)	988	1352	2291	-	2450
Consommation par tête (en bâtons)	258	278	415	-	141

Source : Global Tobacco Control, OMS

En plus des facteurs liés à la demande, la baisse du poids économique de l'industrie du tabac peut aussi s'expliquer par une combinaison d'au moins deux facteurs économiques touchant les producteurs locaux de tabac. Premièrement : En 1997, après plusieurs années de balbutiements, la Société Camerounaise de Tabac (SCT) fermait ses portes. Cette société fût créée en 1973, à l'initiative du Gouvernement, avec pour mission d'acheter les feuilles de tabac auprès des petits producteurs et de soutenir la tabaculture. L'arrêt des activités de cette société a porté un sérieux coup à tabaculture camerounaise, faisant passer le nombre de personnes directement ou indirectement impliqués dans la production du tabac au Cameroun de 50 000 avant 1997, à 6000 en 2000.

Deuxièmement : En 2004, après avoir résisté pendant quelques années aux contrecoups de la concurrence et de la contrebande des cigarettes, la SITABAC (Société Industrielle des Tabacs du Cameroun) fermait ses usines. Jusqu'en 2000, cette société détenait 64% des parts de marché de cigarettes au Cameroun, contre 31% pour BAT (filiale camerounaise de la firme multinationale British American Tobacco) et 5% pour les cigarettes importées¹⁹. La fermeture de cette société laisse de fait le monopole de la production locale à son principal concurrent, la BAT. Ainsi, entre 2004 et 2007, la BAT, seul producteur de cigarettes au Cameroun, se partageait le marché local avec les produits importés. Mais face à l'aggravation de la contrebande des cigarettes (émanant principalement du Nigéria voisin), et face à l'impuissance des pouvoirs publics à y mettre un terme, la BAT ferme également ses usines camerounaises début 2007, et se consacre depuis lors exclusivement à la distribution de cigarettes importées sur le marché camerounais.

Figure 10 : Evolution des importations et des exportations de tabac en milliards de FCFA



Source : Données de l'INS

La figure 10 montre bien que le recul de la production locale du tabac s'est accompagné d'une augmentation des importations de tabac. La valeur des importations a continuellement augmenté depuis 2003, de 2 milliards de FCFA à 12 milliards de FCFA en 2010. Avec la stagnation des

¹⁹ <http://www.globalink.org/tccp/Cameroon.pdf>

exportations de tabac, l'industrie du tabac au Cameroun est alors de plus en plus une source de perte de devises : Sur la figure 10, la valeur des exportations nette est de plus en plus négative depuis 2003.

Ce qui reste désormais de la production locale du tabac depuis 2007 est essentiellement le fait de trois entreprises privées. En l'occurrence : la SITABAC qui, profitant du retrait de la BAT, rouvre ses usines en 2007. La SITABAC se partage le marché local des cigarettes avec deux autres entreprises à savoir : Westhouse Tobacco Cameroon SA, et Mc Croft Tobacco Cameroon.

Face à la rude concurrence de la contrebande et des cigarettes importées, la production de ces entreprises reste à un niveau très faible. Aussi pour résister, la SITABAC a-t-elle adopté une stratégie « low-cost », basée essentiellement sur la production des cigarettes dites populaires ou de bas de gamme. Mais malgré tous leurs efforts stratégiques, il ressort du dernier recensement général des entreprises, effectué en 2009 au Cameroun, qu'aucun producteur de tabac manufacturé ne figure parmi les 100 premières entreprises en termes de chiffre d'affaires.

2.3.3. Soutien de l'État à l'industrie du tabac

Paradoxalement, l'État fournit un appui financier et des avantages fiscaux aux producteurs locaux du tabac. C'est ainsi que en 2003, la Fédération des planteurs des tabacs et autres cultures vivrières du Cameroun (Fptc) a pu bénéficier d'une subvention de 2 milliards de FCFA pour son projet d'appui à la relance de la tabaculture à l'Est du Cameroun. D'après les responsables de la FPTC, cette subvention aurait permis à environ 2000 planteurs de la région de produire 800 tonnes de tabac entre 2004 et 2010. En outre, l'État a accordé diverses exonérations fiscales pour une période de 17 ans à l'entreprise Mc Croft Tobacco Cameroon lors de son installation au pays en 2007. Ces exonérations fiscales (au nombre de sept selon le décompte de la presse locale)²⁰ comprennent notamment une réduction de 50% du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés.

Si l'objectif officiel de tous ces appuis est d'encourager la production locale, et d'attirer les investissements au pays, il convient cependant de mentionner que cette stratégie rentre en contradiction avec un autre objectif du gouvernement, en l'occurrence la lutte contre le tabagisme. Or ces deux objectifs ne sont pas nécessairement antinomiques. Par exemple, la subvention accordée au soutien de la tabaculture aurait bien pu servir à soutenir le développement des cultures de substitution au tabac.

²⁰ Quotidien Mutations du 18 Avril 2007.

Sans le soutien de l'État, la contribution de l'industrie du tabac à l'économie camerounaise serait encore plus faible que ce qu'elle est actuellement. Par ailleurs, la consommation des produits du tabac profite de moins en moins à l'économie locale à cause, notamment, de la tendance haussière des importations (et de la contrebande, dans une certaine mesure). Et, prenant en compte les coûts du tabagisme pour la société (perte de productivité chez les fumeurs, maladies liés au tabagisme, etc.), il y a donc de forte présomption que la lutte contre le tabagisme est bénéfique pour l'économie nationale dans son ensemble. Une analyse coût-bénéfice aiderait sans doute à clarifier ce point.

2.4. La fiscalité des produits du tabac

2.4.1. Instruments fiscaux sur les produits et les entreprises du tabac

En dehors des exonérations fiscales évoquées plus haut, les entreprises locales fabriquant ou commercialisant les produits du tabac sont en général soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) au même taux que toutes les autres entreprises. Les produits du tabac quant à eux sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux normal de 19,25%. Outre la TVA, les produits du tabac sont également soumis à un droit d'accises *ad valorem*. Contrairement à la TVA, le droit d'accises ne concerne que certains produits spécifiques (eaux minérales, tabacs, bijoux, etc.). Il existe deux taux de droit d'accises, l'un de 12,5% et l'autre de 25% ; les produits du tabac sont soumis au taux le plus élevé, soit 25%. Mais notons que la plupart des produits soumis au droit d'accises le sont au taux de 25%.²¹

Selon des estimations de l'OMS, les droits d'accises sur les cigarettes représentaient 9% du prix sur le marché camerounais en 2010, et les autres taxes en représentaient 17%. Au total, les taxes sur les cigarettes représentaient 26% du prix en 2010. Ce qui est l'un des taux de prélèvement sur les cigarettes les plus faibles en Afrique et dans le monde, bien loin des 80% de la France, ou des 76% de Madagascar²².

2.4.2. Fiscalité et lutte contre le tabagisme

De ce qui précède, il ressort que la fiscalité n'est pas encore véritablement utilisée comme un instrument de lutte contre le tabagisme au Cameroun. Néanmoins, la législation prévoit une assise minimale exclusivement sur les produits du tabac (le minimum de perception des droits d'accises sur ces produits est en effet de 2600 FCFA pour 1000 tiges de cigarettes). L'objectif, peut-être, c'est de garantir un montant minimal de taxes sur les cigarettes, quel que soit leur prix. Mais en limitant l'avantage fiscal que confèrent les taxes *ad valorem* aux marques à bas prix, l'accise minimale contribue aussi à freiner la prolifération des cigarettes bon marché et, par conséquent, à préserver la santé publique.

Par ailleurs, une taxe spécifique sur le tabac est envisagée au niveau de la sous-région CEMAC, en tant que partie d'un effort concerté de lutte contre le tabagisme. Cette initiative pourrait aboutir à une augmentation des droits de douane et d'accises sur les produits du tabac.

²¹ Voir Direction Générale des Impôts du Cameroun : <http://www.impots.cm/index.php?page=tva-et-droits-d-accise&hl=fr>

²² Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2011.

2.4.3. Hausse de la fiscalité sur le tabac et contrebande

S'il est vrai que l'augmentation du taux de prélèvement sur les cigarettes peut contribuer à freiner le tabagisme tout en préservant les recettes de l'État, il n'en demeure pas moins que l'efficacité de cette politique peut être minée par la contrebande. En effet, le commerce illicite des cigarettes représente déjà environ 26% du commerce total des cigarettes au Cameroun, soit plus de deux fois la part de marché moyenne de la contrebande des cigarettes à l'échelle mondiale²³. Et l'un des facteurs généralement mis en cause est le faible niveau de taxes sur les cigarettes dans les pays voisins, particulièrement le Nigéria. Par conséquent, toute tentative de réviser à la hausse les droits de douane et les taxes sur les cigarettes sera confrontée au risque d'augmentation de la contrebande.

Parmi les facteurs aggravants, il y a entre autres : l'insuffisance des moyens appropriés pour sécuriser la longue frontière maritime et terrestre entre le Cameroun et le Nigéria; la pauvreté des populations pour lesquelles la contrebande permet d'avoir accès à des produits relativement bon marché; la réaction parfois violente des commerçants et des contrebandiers à toute tentative de mise en place des mécanismes de contrôle et de suivi dans les magasins de vente²⁴. Enfin, et surtout, il y a l'absence d'un cadre de concertation entre le Cameroun et le Nigéria pour harmoniser les politiques fiscales et les stratégies de lutte contre le commerce illicite de marchandises entre les deux pays.

Dans ses multiples efforts de lutter contre la contrebande des cigarettes, le Gouvernement a récemment introduit une mesure rendant obligatoire l'apposition d'une vignette sur les cigarettes importées. Le but de cette mesure, qui est effective depuis le 1^{er} janvier 2012, est de faciliter la traçabilité et le suivi des produits ciblés sur les marchés locaux. Advenant que cela contribue effectivement à réduire le commerce illicite des cigarettes, les pouvoirs publics pourraient alors être davantage motivés d'augmenter substantiellement les taxes sur les cigarettes afin non seulement d'améliorer les recettes publiques, mais aussi de lutter contre le tabagisme.

²³ « Selon les derniers chiffres disponibles, on estime que le marché global de la cigarette de contrebande représente 10.7% des ventes totales en 2006 ». Voir : <http://www.fctc.org/dmdocuments/fca-2007-cop-illicit-trade-how-big-in-2006-fr.pdf>

²⁴ Voir Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM). 2008. Rapport de la Mission d'Exploration du Responsable de la Cellule de Lutte Contre le Commerce Illicite du GICAM dans les Provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun. GICAM : Douala.

2.5. Conclusion

Au total, ce rapport met en lumière un certain nombre d'éléments de nature à influencer l'incitation des décideurs à mettre en œuvre les politiques anti-tabac, particulièrement la politique de taxation élevée sur les produits du tabac. Les principales leçons qui en découlent peuvent être résumées comme suit :

1. Si la lutte anti-tabac est clairement un objectif de l'État, cette lutte est perçue essentiellement en tant que problème de santé publique; ce qui signifie que les coûts indirects du tabagisme, en termes de perte de productivité et d'aggravation de la pauvreté notamment, sont ignorés. Par conséquent, la détermination de l'État à mettre en œuvre les politiques anti-tabac pourrait être moins forte que ce qu'elle serait si tous les coûts du tabagisme étaient clairement pris en compte.
2. La contribution de l'industrie locale du tabac au produit intérieur brut a considérablement baissé au cours des deux dernières décennies, en partie à cause de la forte concurrence des importations et de la contrebande. Il y a donc de fortes présomptions qu'une baisse de la consommation des cigarettes sera dans l'intérêt de l'économie nationale dans son ensemble ; d'autant plus si l'on prend en compte tous les coûts que le tabagisme impose aux fumeurs et à la société (perte de productivité chez les fumeurs, maladies liés au tabagisme, etc.). Mais il manque une analyse coût-bénéfice de l'industrie du tabac pour aider à clarifier ce point.
3. Paradoxalement, l'État offre divers soutiens aux acteurs locaux de l'industrie du tabac (subventions à la production, exonérations fiscales), dans le but officiel de stimuler l'économie locale. Cette contradiction peut s'expliquer par des lacunes dans la compréhension des liens entre le tabagisme et la pauvreté. Car la lutte contre le tabagisme participe aussi à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de la croissance. Il est donc important d'œuvrer pour que la lutte anti-tabac ne se limite plus seulement au niveau du ministère de la Santé; que cette lutte soit également prise en compte dans les politiques et les programmes des autres ministères en charge des questions de pauvreté et de croissance

4. S'il est vrai que l'augmentation du taux de prélèvement sur les cigarettes peut contribuer à freiner le tabagisme tout en préservant les recettes de l'État, il n'en demeure pas moins que l'efficacité de cette politique peut être minée par la contrebande. L'ampleur de la contrebande des cigarettes au Cameroun, et le risque d'amplification du phénomène suite à une hausse des taxes, sont de nature à décourager les décideurs à mettre en œuvre une telle politique.
5. Toutefois, il convient de mentionner avec force que le problème de la contrebande n'est pas insurmontable. En effet, plusieurs initiatives de lutte contre la contrebande ont déjà été mises en œuvre au niveau national. En outre, au niveau régional, des solutions à fort potentiel contre la contrebande existent ; par exemple : la collaboration avec les pays voisins en vue d'harmoniser les politiques fiscales. Le succès de telles initiatives offrira aux décideurs des incitants supplémentaires pour réviser à la hausse les taxes sur les produits du tabac.

Références bibliographiques

Chapman, S. and Richardson, J. (1990) “Tobacco Excise and Declining Consumption: The Case of Papua New Guinea, *American Journal of Public Health*, 80 (95), 537 – 540.

Diamond, P.A. and Hausman, J.A. (1994) “Contingent Valuation: Is Some Number Better than No Number?”, *Journal of Economic Perspectives*, 8 (4), 45-64.

French, M.T., Taylor, D.B. and Bluthenthal, R.N. (2006) “Price Elasticity of Demand for Malt Liquor Beer: Findings from a US Pilot Study”, *Social Science and Medicine*, 62 (9), 2101 – 2111.

Lee, J-M. (2006) “Effect of a Large Increase in Cigarette Tax on Cigarette Consumption: An Empirical Analysis of Cross-Sectional Survey Data”, *Public Health*, 4 (61), 1 – 7.

Maravanyika, E. (1998) “The Economics of Tobacco in Zimbabwe”, In *The Economics of Tobacco Control in South Africa*, Cape Town: School of Economics, University of Cape Town.

Whittington, D. (2002) “Improving the Performance of Contingent Valuation Studies in Developing Countries”, *Environmental and Resources Economics*, 22 (1), 323 – 367.

Whittington, D. (2004) “Ethical Issues with Contingent Valuation Surveys in Developing Countries: A Note on Informed Consent and Other Concerns”, *Environmental and Resources Economics*, 28 (4), 507 –515.

WHO (2008) *WHO Report on the Global Tobacco Epidemic 2008: The MPOWER Package*, WHO: Geneva.

WHO (2009) *WHO Report on the Global Tobacco Epidemic 2009: The MPOWER Package*, WHO: Geneva.

World Bank (1999) *Curbing the Epidemic: Governments and the Economics of Tobacco Control*, World Bank: Washington DC.

Annexes

Annexe 1 : Méthodologie de l'enquête

1.1. Champ de l'enquête

Sur le plan géographique, l'enquête s'est déroulée dans les deux plus grandes villes du Cameroun, à savoir Douala et Yaoundé, morcelées chacune en arrondissements. Le choix de se limiter à ces deux villes se justifie par le fait qu'elles sont les plus hétérogènes en termes de population et d'activités économiques. En outre, l'essentiel des ventes de cigarettes dans le pays est réalisé dans ces deux villes.

L'enquête s'est limitée aux zones urbaines, du fait de la faible densité des zones périurbaines en journée (moment d'observation). Sur le plan temporel, l'enquête s'est déroulée simultanément dans les deux villes pendant deux semaines de Mai 2009, conformément au chronogramme des opérations. Les interviews ont été effectuées en journée (entre 7h00 et 18h00).

La population cible de l'enquête est celle des fumeurs. Pour atteindre ces derniers suivant un algorithme aléatoire, nous avons distingué deux unités principales. L'unité d'échantillonnage, qui est le ménage, à l'intérieur duquel on retrouvera « éventuellement » les fumeurs, qui sont les unités d'observation à qui seront administrés les questionnaires.

Dans le cadre de l'enquête, le ménage est soit le lieu de résidence, soit le lieu de travail de l'individu. Ainsi, les ménages considérés dans cette enquête ne sont pas seulement les ménages ordinaires (ensemble de personnes ayant un lien de sang, de mariage ou non, reconnaissant l'autorité d'un chef de ménage et prenant le plus souvent leur repas en commun), mais également les lieux de travail (boutique, call-box, etc.)²⁵. Par exemple, dans une boutique, seul le boutiquier (et éventuellement ses assistants) sont considérés comme des résidents dudit ménage ; les éventuels clients n'en font strictement pas partie.

1.2. Échantillonnage

Les différents arrondissements des villes de Douala et Yaoundé ont été morcelés en aires géographiques appelées Zones de Dénombrement (ZD), contenant les ménages. La base de sondage utilisée pour l'enquête est donc la base aréolaire constituée de ces ZD.

²⁵ Ainsi, tout le monde a une chance d'être tiré entre 7h00 et 18h00, période d'observation dans la journée

Au niveau de chaque arrondissement, un tirage à plusieurs degrés a été effectué. Au premier degré, on a tiré un certain nombre de ZD par arrondissement, proportionnellement au nombre total de ZD dans l'arrondissement. A l'intérieur d'un arrondissement, le tirage des ZD s'est fait par un tirage systématique à probabilité inégale, et les ZD ayant une grande population ont notamment eu plus de chance d'être tirés. Au deuxième degré, les ménages ont été tirés proportionnellement au nombre total de ménages dans la ZD. Au troisième degré, tous les fumeurs du ménage tiré ont systématiquement été interviewés.

Dans le cadre de l'enquête, un fumeur est un individu déclarant être fumeur depuis au moins trois mois, qui a fumé un ou deux jours avant le jour de l'enquête, et qui a une marque préférée de cigarettes dont il sait le nom, le prix au paquet et au bâton, et la contenance du paquet.

L'échantillon de l'enquête a été approximativement évalué à 2500 ménages. Avec une prévalence au tabagisme estimée à 37% pour 6 individus en moyenne par ménage, nous avons retenu un échantillon de 5550 fumeurs. L'échantillon final a donc été probabiliste et stratifié, d'une taille de 4500 individus, réparti entre 2350 individus à Douala et 2150 individus à Yaoundé. Le tableau ci-dessous en donne la ventilation.

Tableau 10 : Répartition de l'échantillon suivant les zones géographiques

	Douala		Yaoundé	
	Arrondissements	Nombre de fumeurs enquêtés	Arrondissements	Nombre de fumeurs enquêtés
Découpage effectués	Douala 1	268	Yaoundé 1	316
	Douala 2	214	Yaoundé 2	314
	Douala 3	833	Yaoundé 3	350
	Douala 4	198	Yaoundé 4	479
	Douala 5	793	Yaoundé 5	197
			Yaoundé 6	478
	Total	2350	Total	2150

Annexe 2: Questionnaire

FICHE TECHNIQUE D'IDENTIFICATION DES FUMEURS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	20	21	22	28
Q1. Êtes-vous un fumeur ? 1 = Oui 0 = Non	<input type="checkbox"/>																	
Q2. Depuis combien de temps fumez-vous ? 1 = Plus de 3 mois 0 = Moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>																	
Q3. Avez-vous fumé hier ou avant-hier ? 1 = Oui 0 = Non	<input type="checkbox"/>																	
Q4. Quelle est votre marque de cigarettes ? (Juste pour s'assurer qu'il a une marque de cigarette habituelle, dont il sait le nom) 1 = A une marque 0 = Sinon	<input type="checkbox"/>																	
Q5. Quel est le prix du paquet de votre marque de cigarettes ? (Juste pour s'assurer qu'il sait le prix au paquet de sa marque habituelle) 1 = Sait le prix 0 = Sinon	<input type="checkbox"/>																	
Q6. Quel est le prix du bâton de votre marque de cigarettes ? (Juste pour s'assurer qu'il sait le prix au bâton de sa marque habituelle) 1 = Sait le prix 0 = Sinon	<input type="checkbox"/>																	
Q7. Combien de bâtons contient le paquet de votre marque de cigarette ? (Juste pour s'assurer qu'il sait la contenance au paquet de sa marque habituelle) 1 = Sait la contenance 0 = Sinon	<input type="checkbox"/>																	

Définition : Un fumeur est un individu déclarant être fumeur depuis au moins trois mois, qui a fumé un ou deux jours avant le jour de l'enquête, et qui a une marque préférée de cigarettes dont il sait le nom, le prix au paquet et au bâton, et la contenance du paquet.

ETUDE SUR LE PRIX ET LA CONSOMMATION DE TABAC AU CAMEROUN

QUESTIONNAIRE CONFIDENTIEL A ADMINISTRER EXCLUSIVEMENT AUX CONSOMMATEURS DE CIGARETTES

Les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de la loi N° 91/023 du 16 décembre 1991

DATE ENQUÊTE : _____		AGENT ENQUÊTEUR : _____ __ __		AGENT CONTROLEUR : _____ __ __	
Heure de Début : _____			Heure de Fin : _____		
SECTION 0 : IDENTIFICATION					
S0Q01	ARRONDISSEMENT _____ __	S0Q03	NUMERO DU MENAGE _____ __ __ __ __		
S0Q02	NUMERO DE LA ZD _____ __ __	S0Q04	NUMERO DU QUESTIONNAIRE DANS LE MENAGE _____ __ __		
SECTION 1 : CARACTERISTIQUES DE L'INDIVIDU					
S1Q01	SEXE	1 = Masculin 2 = Féminin			__
S1Q02	AGE (en années révolues)				__ __
S1Q03	STATUT MATRIMONIAL	1 = Célibataire 2 = Marié 3 = Divorcé 4 = Veuf 5 = Union libre			__
S1Q04	STATUT DANS LE MENAGE	1 = Chef de ménage 2 = Conjoint du CM 3 = Fils/Fille/Nièce/Neveu du CM 4 = Autre			__
S1Q05	NIVEAU D'INSTRUCTION	1 = Sans Niveau 2 = Primaire 3 = Secondaire 1 ^{er} Cycle 4 = Secondaire 2 ^{ème} Cycle 5 = Supérieur			__
S1Q06	RELIGION	1 = Catholique 2 = Protestant 3 = Autre chrétien(ne) 4 = Musulman 5 = Animiste 6 = Sans religion 7 = Autre religion			__
S1Q07	Avez-vous des enfants ou des personnes qui sont sous votre charge ? 1 = Oui 2 = Non				__
	Si oui combien sont-ils ?				__ __
S1Q08	Vous êtes...	1 = Travailleur 2 = Au chômage 3 = Retraité 4 = Femme au foyer 5 = Elève/Étudiant			__
S1Q09	Si Travailleur (S1Q08 = 1) Quelle est votre Catégorie Socioprofessionnelle ?				__
	1 = Cadre supérieur/Ingénieur/Assimilé 2 = Cadre moyen/Agent de maîtrise 3 = Employé/Ouvrier 4 = Manœuvre 5 = Apprenti 6 = Employeur/Patron 7 = Propre compte 8 = Aide familial				
S1Q10	A quel montant estimez-vous la totalité de vos revenus mensuels moyens (en milliers de F.cfa) (Y compris "argent de poche, dépannage, etc.")				__ __ __ __
	Le cas échéant, dans quelle classe de revenus (en F.cfa) vous situer ? 1 = Inférieur à 23.500 2 = De 23.500 à 49.999 3 = De 50.000 à 99.999 4 = De 100.000 à 149.999 5 = De 150.000 à 199.999 6 = De 200.000 à 399.999 7 = 400.000 ou plus				__
SECTION 2 : CONSOMMATION DE TABAC					
S2Q01	A partir de quel âge avez-vous commencé à fumer la cigarette de façon régulière ?				__ __
S2Q02	Quelle est la marque de cigarette que vous consommez régulièrement ? 1 = Classic International 2 = L&B 3 = Benson 4 = St Moritz 5 = Aspen 6 = Gold Seal 7 = Cigares 8 = Autres (à préciser) _____				__
S2Q03	Quel est votre mode d'approvisionnement (en cigarettes) habituel? 1 = En bâtons (détail) 2 = En paquets (demi-gros) 3 = En cartouches (gros)				__
S2Q04	Si S2Q03 ≠ 1 alors convertir en nombre de cigarettes ...				__ __
S2Q05	Combien vous coûte à l'achat (en F.cfa)... (choisir une seule option ; voir S2Q03)	a) Une cigarette (Mentionner à → S4Q02, S4Q03b, S4Q04)		__ __	
		b) Un paquet de cigarettes (Mentionner à → S4Q02, S4Q03b, S4Q04)		__ __ __ __	
		c) Une cartouche de cigarettes (Mentionner à → S4Q02, S4Q03b, S4Q04)		__ __ __ __	
S2Q06	Au regard de son prix, quelle perception avez-vous de la cigarette ? 1 = Coûte moins chère 2 = A un prix normal 3 = Coûte chère			__	
S2Q07	Quelle quantité de cigarettes avez-vous fumé hier ? (Mentionner à → S6Q02, S6Q03, P4)	a) En bâtons __ __	b) En paquets __ __	(Une seule Option)	
S2Q08	Quelle quantité de cigarettes avez-vous fumé avant-hier ? (Si S2Q07 = 0 Mentionner à → S6Q02, S6Q03)	a) En bâtons __ __	b) En paquets __ __	(Une seule Option)	
S2Q09	Vous fumez en moyenne quelle quantité de cigarettes chaque jour ? (Mentionner à → S6Q01, P4)	a) En bâtons __ __	b) En paquets __ __	(Une seule Option)	
S2Q10	A combien estimez-vous vos dépenses moyennes en consommation de cigarettes (en F.CFA) ?	a) Par jour __ __ __ __	b) Par semaine __ __ __ __ __	(Les deux Options)	

S2Q11	Combien de cigarettes fumez-vous en moyenne par jour ? 1 = Moins de 10 bâtons 2 = Entre 11 et 20 bâtons 3 = Entre 21 et 30 bâtons 4 = 31 bâtons ou plus	<input type="checkbox"/>
S2Q12	Au regard de votre rythme actuel de consommation de cigarette diriez-vous que vous fumez ... 1 = Occasionnellement 2 = Moyennement 3 = Excessivement	<input type="checkbox"/>
S2Q13	Pensez-vous que si vos revenus augmentent alors votre consommation de cigarette suivra ? 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
S2Q14	Comment jugez-vous votre consommation de cigarette du mois d'Avril par rapport à celle du mois de Mars? 1 = A augmenté 2 = Restée inchangée 3 = A diminué	<input type="checkbox"/>
S2Q15	Consommez-vous de l'alcool ? 1 = Jamais 2 = Occasionnellement 3 = Régulièrement	<input type="checkbox"/>

SECTION 3 : DEPENDANCE AU TABAC

S3Q01	A quel moment après le réveil fumez-vous habituellement votre première cigarette ? 1 = Moins de 5 minutes 2 = De 5 minutes à 30 minutes 3 = De 31 minutes à 1 heure 4 = Plus d'une heure	<input type="checkbox"/>
S3Q02	Avez-vous pour habitude de fumer au moins une cigarette chaque matin ? 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
S3Q03	Trouvez-vous difficile de ne pas fumer dans des endroits interdits (taxi, lieux publics, au travail, etc.) ? 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
S3Q04	Quelle cigarette trouvez-vous la plus indispensable ? 1 = La première 2 = Une autre	<input type="checkbox"/>
S3Q05	Fumez-vous de façon plus rapprochée dans les premières heures après le réveil que pendant le reste de la journée ? 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
S3Q06	Fumez-vous même si une maladie vous oblige à rester au lit (fièvre, palu, grippe, angine ...) ? 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
S3Q07	Pouvez-vous vous abstenir de fumer pendant... 1 = 1 heure ; 2 = 6 heures ; 3 = 12 heures ; 4 = 1 jour ; 5 = 2 jours ; 6 = 1 semaine ; 7 = 1 mois ; 8 = Plus d'1 mois	<input type="checkbox"/>
S3Q08	Avez-vous déjà essayé d'arrêter de fumer ? Si Non → S3Q09 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
	Si oui, combien de fois à peu près, depuis que vous avez commencé à fumer ?	<input type="checkbox"/>
S3Q09	Envisagez-vous ultérieurement d'arrêter de fumer ? Si Non → S4Q01 1 = Oui 2 = Non	<input type="checkbox"/>
	Si oui, dans combien de temps envisagez-vous arrêter de fumer ? 1 = Dans moins de 6 mois 2 = Entre 6 mois et 2 ans 3 = Entre 2 ans et 5 ans 4 = Dans plus de 5 ans	<input type="checkbox"/>
	Si oui, pour quelles raisons envisagez-vous d'arrêter de fumer ? <input type="checkbox"/> Préserver ma santé ; <input type="checkbox"/> Prix trop élevé ; <input type="checkbox"/> Crainte de rejet social/stigmatisation ; <input type="checkbox"/> Autre raison (à préciser) _____	1 = Oui 2 = Non

SECTION 4 : LIMITES DE CONSOMMATION DE TABAC

S4Q01	Depuis Jour Semaine Dernière quelle est la quantité LA PLUS ELEVEE de cigarettes qu'il vous est arrivé de fumer en une seule journée ?	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, dans quelle classe situer cette quantité LA PLUS ELEVEE ? 1 = Entre 1 et 3 bâtons 2 = Entre 4 et 6 bâtons 3 = Entre 7 et 10 bâtons 4 = Entre 11 et 15 bâtons 5 = Entre 16 et 20 bâtons 6 = Entre 21 et 25 bâtons 7 = Entre 26 et 30 bâtons 8 = Plus de 30 bâtons	<input type="checkbox"/>

S4Q02

Je vais maintenant vous poser une série de questions simples dans le but de savoir quelle est votre consommation **MINIMUM** incompressible de cigarettes par jour ; c'est-à-dire la quantité **MINIMALE** de cigarettes que vous êtes presque toujours obligé de fumer en une journée. **A PRIX REF, est ce qu'en une journée vous pouvez fumer MOINS DE cigarettes ?**
(PRIX REF = Prix actuel de nom_cigarette → Voir S2Q05)

(Mentionner à → S4Q03a, S6Q03)

S4Q03 Si tout de suite, après notre entretien, vous vous rendez chez votre vendeur de cigarettes et il vous apprend que le prix du bâton de (*nom_cigarette*) a augmenté de Pourrez-vous alors accepter de fumer moins de **S4Q02** bâtons de (*nom_cigarette*) en une journée ?
 1 = 5 F.cfa 2 = 10 F.cfa 3 = 15 F.cfa 4 = 20 F.cfa 5 = 25 F.cfa 6 = 35 F.cfa 7 = 50 F.cfa 8 = 75 F.cfa 9 = 100 F.cfa 10 = 150 F.cfa 11 = 200 F.cfa 12 = 250 F.cfa 13 = 300 F.cfa 14 = 400 F.cfa 15 = 500 F.cfa 16 = Plus de 500 F.cfa
 (Posez la question de façon progressive ; marquer un seul choix)

QUEL EST LE NOUVEAU PRIX ?
 (A remplir par vous-même. Ne plus poser la question.) Nouveau prix=S4Q03a+S2Q05 (Mentionner à → S6Q03)

S4Q04 Je désire maintenant savoir quel est le montant MAXIMUM que vous pouvez consacrer en une journée à la consommation de cigarettes (Montant au-delà duquel vous n'irez JAMAIS).
A PRIX REF, pouvez-vous dépenser PLUS DE en un jour rien qu'en consommation de cigarettes ?
 (PRIX REF = Prix actuel de *nom_cigarette* → Voir S2Q05)

*Je vais dès à présent vous interroger sur l'impact qu'a eu ou qu'aurait pu avoir une hausse du prix de la cigarette sur votre consommation de (*nom_cigarette*).*

SECTION 5 : HAUSSE DE PRIX ET CONSOMMATION DE TABAC EX-ANTE

S5Q01 Depuis que vous en consommez avez-vous déjà constaté une hausse du prix de (*nom_cigarette*) ?
 Si Non → S5Q03 1 = Oui 2 = Non

Si oui de combien était cette hausse ? (le prix est passé de _____ à _____ (F.cfa)) ?
 SVP Préciser l'unité de compte (bâtons ou paquets)

S5Q02 Avez-vous réduit votre consommation journalière moyenne de cigarettes à cause de cette hausse ?
 Si Non → S5Q03 1 = Oui 2 = Non

Si oui, vous estimez qu'elle est passée (à peu près) de _____ /jour à _____ /jour ?
 SVP Préciser l'unité de compte (bâtons ou paquets)

S5Q03 Avez-vous déjà eu à changer de marque de cigarette ?
 Si Non → S5Q04 1 = Oui 2 = Non

Si oui, vous êtes passé d'une marque de cigarette qui coûtait _____ à une autre qui coûtait _____ (le bâton) ?
 (Les prix sont exprimés en F.CFA)
 La nouvelle marque a coûté moins chère que l'ancienne. 1 = Oui 2 = Non
 (Ne pas poser cette deuxième question à l'enquêté. Constater par vous-même) Si Non → S5Q04

Avez-vous alors augmenté votre consommation moyenne de cigarettes ? 1 = Oui 2 = Non

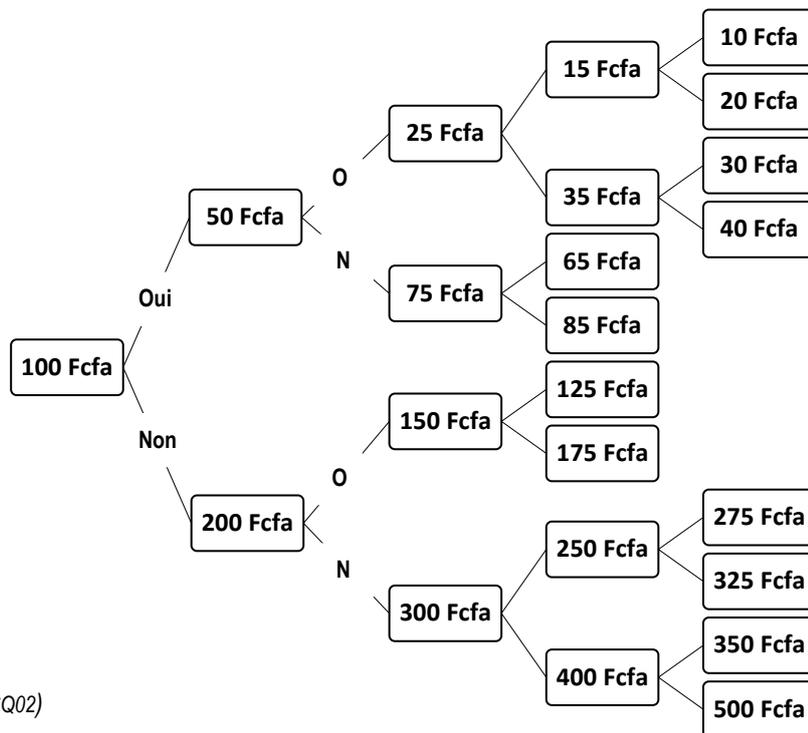
S5Q04 Tout récemment il a été constaté une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité (riz, sel, savon, poisson, etc.) sur le marché local. Pensez-vous que cette hausse généralisée vous a conduit à réduire votre consommation habituelle de cigarettes ?
 1 = Oui 2 = Non

SECTION 6 : HAUSSE DE PRIX ET CONSOMMATION DE TABAC EX-POST

Je vais maintenant vous poser des questions dans le but de savoir le prix de (*nom_cigarette*) à partir duquel vous estimez que vous auriez réduit votre consommation journalière moyenne (jusqu'où une augmentation du prix peut avoir une influence sur votre consommation).

Vous m'avez dit que vous consommez en moyenne S2Q09 cigarettes par jour. En repensant à tout ce qui s'est passé depuis Jour Semaine Dernière, pensez-vous que vous auriez réduit votre consommation journalière moyenne de cigarettes si le prix du bâton de (*nom_cigarette*) avait été plutôt de ?

S6Q01



(Mentionner à →S6Q02)

□□□

S6Q02

Revenons sur votre journée d'hier (ou d'avant-hier selon le cas), et en particulier sur votre consommation de cigarettes. Vous m'avez dit plus haut qu'hier (ou avant-hier selon le cas) vous avez fumé une quantité de {→Voir S2Q07, ou 08. **Mais posez la question pour confirmation**}. **PENSER A VOTRE JOURNEE D'HIER ET IMAGINER** que votre boutiquier (lieu où vous vous êtes approvisionné) vous avait vendu le bâton de (*nom_cigarette*) plutôt à S6Q01.

Quelle quantité de cigarettes auriez-vous alors acheté et fumé ?

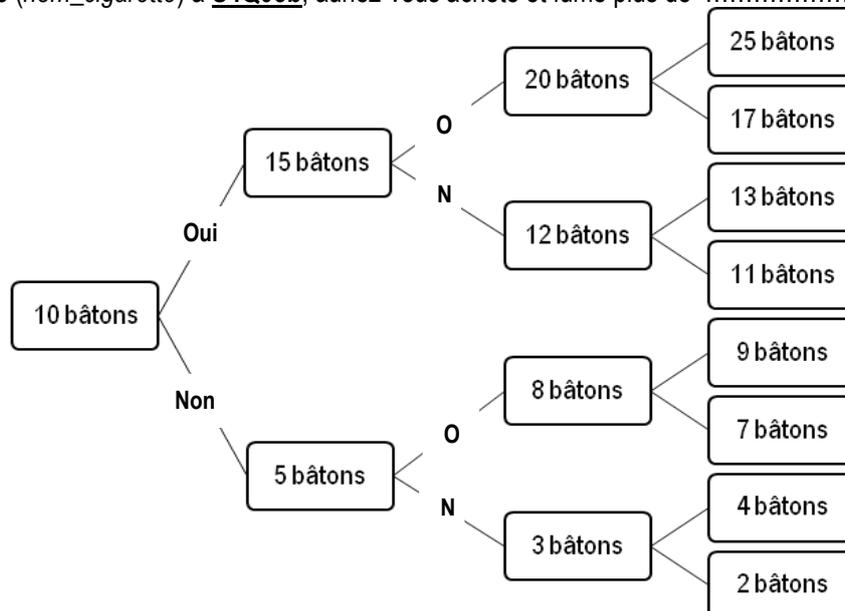
a) En bâtons	b) En paquets
□□□	□□

(Une seule Option)

S6Q03

Revenons sur la quantité de cigarettes que vous avez fumées hier (ou avant-hier, selon le cas). →Voir S2Q07 SVP penser à votre journée d'hier (ou avant-hier, selon le cas). Je vais vous poser des questions simples, dans le but de savoir combien de bâtons de (*nom_cigarette*) vous auriez fumé hier (ou avant-hier, selon le cas) si votre vendeur vous avait fait comprendre que le prix avait augmenté.

Vous m'avez dit qu'à partir de S4Q03b le bâton de (*nom_cigarette*) vous auriez fumé moins de votre minimum journalier de cigarettes, qui est de S4Q02 bâtons par jour. Si hier (ou avant-hier, selon le cas) le vendeur vous avait proposé le bâton de (*nom_cigarette*) à S4Q03b, auriez-vous acheté et fumé plus de



□□□

Annexe 3: Facteurs de dépendance au tabac et mesure du Score de Fagerström

Dépendance au tabac	Fréquence relative	Score factoriel
Délai entre le réveil et la première cigarette		
Dans les 5 minutes	34%	3
6-30 minutes	18%	2
31-60 minutes	12%	1
Plus de 60 minutes	36%	0
Difficulté à s'abstenir de fumer dans des endroits où c'est interdit		
Oui	28%	1
Non	72%	0
Cigarette à laquelle il serait plus difficile de renoncer		
A la première de la journée	56%	1
A une autre	44%	0
Quantité moyenne de cigarettes consommées par jour (en bâtons)		
10 ou moins	55%	0
11-20	32%	1
21-30	8%	2
31 ou plus	5%	3
Fait de fumer à des intervalles plus rapprochés durant les premières heures de la matinée que durant le reste de la journée		
Oui	31%	1
Non	69%	0
Fait de fumer même lorsqu'on est malade au point de devoir rester au lit presque toute la journée		
Oui	24%	1
Non	76%	0

Le Score de Fagerström est obtenu en sommant les différents scores factoriels individuels.

Interprétation : Entre 0 et 2 inclus, l'individu est non dépendant ; entre 3 et 6 inclus, il est dépendant, et entre 7 et 10 inclus il est très dépendant.

Annexe 4 : Ventilation des marques de cigarettes par types de gamme

		Poids dans la consommation globale	Prix d'achat moyen du paquet (de 20 bâtons)
Bas de Gamme	Classic International	19,2%	301 FCFA
	Gold Seal		
	Super King		
	Autres cigarettes		
Moyen de Gamme	Aspen	57,3%	504 FCFA
	L&B		
Haut de Gamme	St Moritz	23,5%	984 FCFA
	Benson		
TOTAL		100%	580 FCFA

Source : Enquête prix et consommation de tabac, 2009

Annexe 5: Statistiques descriptives, rupture par type de gamme

VARIABLES	Bas de Gamme		Milieu de Gamme		Haut de Gamme		Toutes Gammes		ANOVA
	Obs.	Mean (St.D.)	Obs.	Mean (St.D.)	Obs.	Mean (St.D.)	Obs.	Mean (St.D.)	
Consommation journalière de cigarettes	839	15 (9,862)	2504	12 (9,103)	1025	10 (8,081)	4368	12 (9,146)	56,954***
Prix du bâton de cigarettes	839	15,1 (5,757)	2504	25,2 (2,695)	1025	49,2 (4,757)	4368	28,9 (12,544)	20598,629***
Dépense journalière maximale en cigarettes	839	365 (365,876)	2504	501 (487,021)	1025	814 (725,884)	4368	548 (556,323)	186,019***
Revenus mensuels	839	77932 (118930)	2504	82358 (113099)	1025	118638 (176369)	4368	90021 (132641)	31,965***
Age (en années révolues)	831	39,1 (12,389)	2451	33,3 (9,386)	1005	32 (8,701)	4287	34,1 (10,195)	134,236***
Age début consommation cigarettes	839	21,3 (5,876)	2504	20,6 (5,243)	1025	20,7 (5,534)	4368	20,7 (5,444)	5,404*
Nombre de tentatives d'arrêt de consommation de cigarettes	839	2,16 (3,562)	2504	2,46 (4,834)	1025	2,45 (4,38)	4368	2,4 (4,51)	1,47
Indice de dépendance de FAGERSTRÖM	837	1,88 (0,668)	2504	1,72 (0,676)	1020	1,63 (0,691)	4368	1,73 (0,683)	30,594***
	Obs.	%	Obs.	%	Obs.	%	Obs.	%	
Célibataire	839	40	2504	49	1025	53	4368	48	
Marié	839	47	2499	41	1024	38	4362	42	
Chef de ménage	818	79	2372	77	977	75	4167	77	
Chrétien	839	72	2504	74	1025	76	4368	74	
Travailleur	839	66	2504	75	1025	77	4368	74	
S'approvisionne en bâtons	839	77	2504	89	1025	83	4368	85	
S'approvisionne en paquets	839	19	2504	9	1025	14	4368	12	
Fumeur occasionnel	839	8	2504	10	1025	14	4368	11	
Fumeur moyen	839	56	2504	57	1025	59	4368	57	
Fumeur excessif	839	35	2504	33	1025	27	4368	32	
La consommation augmentera si le revenu augmente	839	23	2504	18	1025	17	4368	19	
Non dépendant	839	29	2504	40	1025	49	4368	40	
Dépendant	839	54	2504	47	1025	39	4368	48	
Très dépendant	839	17	2504	13	1025	12	4368	13	

Source: Calculs des auteurs

Annexe 6 : Estimation de l'élasticité-prix suivant le type de gamme

Variable dépendante : ln_qte	Haut de Gamme	Milieu de Gamme	Bas de Gamme
Variables Explicatives	Coef (St.D.)	Coef (St.D.)	Coef (St.D.)
Prix du paquet (Logarithme)	-0,0637989 (0,1454103)	-0,527784*** (0,1424237)	-0,5261677*** (0,0505964)
Revenu mensuel (Logarithme)	0,0172956 (0,0166425)	0,010023 (0,0114178)	0,0170727 (0,0200585)
Dépense mensuelle maximale en cigarettes (Logarithme)	0,5544022*** (0,031067)	0,5494554*** (0,0200039)	0,5431729*** (0,0348431)
Expérience fumeur (en années)	0,0086814** (0,0042588)	0,0141728*** (0,0026199)	0,0083914** (0,003656)
Expérience fumeur au carré	-0,0000859 (0,000107)	-0,0002027*** (0,0000675)	-0,0001106 (0,0000836)
S'approvisionne habituellement en paquet ² (Réf : non)	0,0674434 (0,0443437)	0,1103821*** (0,0281172)	0,0716903** (0,0358928)
Peut s'abstenir de fumer pendant 12h ² (Réf : non)	-0,1165237*** (0,028684)	-0,1225074*** (0,0180694)	-0,1178448*** (0,0307445)
Non dépendant ² (Réf : dépendant - Échelle de FÄGERSTRÖM)	-0,1286831*** (0,0333828)	-0,1707705*** (0,0208945)	-0,1964717*** (0,0329477)
Très dépendant ²	0,2861543*** (0,0422003)	0,2464*** (0,0242891)	0,1728158*** (0,0362231)
Fume chaque matin ² (Réf : non)	0,0925389*** (0,0348236)	0,053236** (0,0225036)	0,0805265** (0,0397282)
Fumeur occasionnel ² (Réf : Fumeur normal)	-0,1431651*** (0,0442438)	-0,1853219*** (0,0314968)	-0,2356372*** (0,05831)
Fumeur excessif ²	0,1626931*** (0,0320557)	0,1568191*** (0,0177645)	0,1423743*** (0,0283987)
Travailleur (Réf : non)	0,0026699 (0,033392)	-0,0185539 (0,0191889)	-0,0545729* (0,0283853)
Ne consomme jamais d'alcool ² (Réf : non)	-0,0357055 (0,0458213)	-0,0462234* (0,0274261)	-0,0051884 (0,0379896)
Chrétien ² (Réf : non)	-0,0377899 (0,0311574)	-0,0234939 (0,0175469)	-0,036971 (0,0288113)
Consommation sensible à la marque ² (Réf : non)	0,0337092 (0,0686665)	0,0684876** (0,0275905)	0,033022 (0,0329334)
Constante	-2,81431*** (1,009825)	0,5802121 (0,8989336)	0,6905393** (0,2963151)
Obs.	1005	2451	831
R ² Adj	0,7238	0,7449	0,7186
SCR	0,40387	0,38137	0,35922
Test de significativité globale de Fisher ³	204,91***	450,49***	108,5***

La variable dépendante est le logarithme népérien de la consommation mensuelle courante ; (1) *** signifie que le coefficient est significatif à 1%, ** signifie que le coefficient est significatif à 5%, et * signifie que le coefficient est significatif à 10% ; (2) variable dichotomique : 1 = oui ; (3) le symbole *** signifie que le modèle est globalement significatif, à 1%

Source: Estimations des auteurs